
DÉCLARATION DU SECTEUR À PÉAGE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
TOLGEBIEDVERKLARING VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
DOMAIN STATEMENT OF THE BRUSSELS-CAPITAL REGION

Table des matières

I. Description générale	10
1. Réglementation applicable	10
2. L'entité interrégionale Viapass	12
3. Le secteur à péage	12
4. Le prélèvement kilométrique (le péage)	13
5. La technologie appliquée	13
6. Le perceuteur de péages	14
7. Le prestataire de services et ses obligations	14
7.1. Le prestataire de services	14
7.2. Contrats	14
7.3. Droits et Obligations	15
8. Le redevable du prélèvement	15
9. Le véhicule et sa classification	16
10. Exonération du prélèvement kilométrique	16
11. Le calcul du prélèvement kilométrique dû	17
12. Modification du prélèvement kilométrique	18
II. Conditions générales de la prestation de services	19
1. L'accès au système de prélèvement kilométrique belge (enregistrement et/ou acceptation)	19
1.1. Introduction	19
1.2. Procédure d'enregistrement du candidat prestataire de services.....	19
1.2.1. Introduction	19
1.2.2. Exigences d'enregistrement	19
1.2.3. Letter of intent	20
1.2.4. Procédure	21
1.2.5. Compensation	21
1.3. Procédure d'acceptation pour les candidats prestataires de services	22
1.3.1. Information générale	22
1.3.2. Demande d'acceptation du candidat prestataire de services	22
1.3.3. Début de la procédure d'acceptation	23
1.3.4. Présentation concept technique et commercial	23
1.3.5. Processus de test	23
1.3.6. Négociations	24
1.3.7. Acceptation dans le secteur à péage du perceuteur de péages	24
1.3.8. Compensation	24

2. Droits et obligations dans le cadre de la relation entre le prestataire de services et le redevable du prélèvement (contrat de prestation de services)	25
2.1. Contenu du contrat entre le prestataire de services et le redevable du prélèvement	25
2.2. Obligations du prestataire de services	26
2.3. Obligations du redevable du prélèvement	27
3. Le contrat bilatéral	27
3.1. Généralités	27
3.2. Perception et transfert du prélèvement kilométrique	28
3.2.1. Introduction	28
3.2.2. L'obligation d'OBU, le prélèvement et la déclaration de péage	28
3.2.3. Le transfert du prélèvement kilométrique au perceuteur de péages	30
3.2.4. Intérêts en cas de paiement tardif par le prestataire de services	31
3.3. Rémunérations	32
3.3.1. Rémunérations fixes au bénéfice de Viapass	32
3.3.2. Rémunération au bénéfice du prestataire de services	32
3.3.3. Intérêts en cas de paiement tardif par les perceuteurs de péages	34
3.4. La garantie	34
3.5. La durée et la fin du contrat bilatéral	36
3.5.1. Durée et possibilité de dissolution	36
3.5.2. Dissolution anticipée	36
3.6. La responsabilité	39
3.6.1. Généralités	39
3.6.2. Limitation de responsabilité du perceuteur de péages	39
3.6.3. Garantie du prestataire de services	40
3.7. Le système de pénalités	40
3.7.1. Key Performance Indicators (KPI)	40
3.7.2. Pénalités pour violation des exigences techniques	41
3.7.3. Points de pénalité et réduction pour points de pénalité	41
3.8. Blocage des redevables du prélèvement – <i>black list</i> et <i>white list</i>	43
3.8.1. Blocage des redevables du prélèvement – <i>black list</i>	43
3.8.2. <i>White list</i>	44
3.9. Principes de contrôle	45
3.9.1. Généralités	45
3.9.2. Suspension du contrat de prestation de services, mention sur la <i>black list</i> et communication de la <i>black list</i> aux perceuteurs de péages et à la Région wallonne	45
3.9.3. Autres cas	46
3.10. La protection des données	46
3.11. Monitoring	48
3.11.1. Contrôle des opérations du prestataire de services	48
3.11.2. Tests du système de prélèvement kilométrique	48
3.11.3. La mesure des Key Performance Indicators	49
3.11.4. Assistance ou représentation par Via pass	49
3.12. Droits de propriété intellectuelle	49
3.13. Confidentialité	49
3.13.1. Généralités	49
3.13.2. Exceptions	50

3.13.3. Procédure de divulgation de l'information confidentielle	51
3.13.4. Durée de la confidentialité	51
3.14. Modifications	51
3.14.1. Modifications du système de prélèvement kilométrique	52
3.14.2. Modifications de la déclaration du secteur à péage.....	52
3.14.3. Modification du prélèvement kilométrique	52
3.15. Service clientèle	53
3.16. Organe de conciliation	53
3.17. Tribunal compétent et droit applicable	53
4. Les exigences techniques pour la prestation de services	54
5. Le registre des prestataires de services	54

Annexes

1. Tarifs prélèvement kilométrique
2. Exigences d'enregistrement
3. Modèle *letter of intent*
4. Processus de test destiné aux candidats prestataires de services
5. Rémunérations forfaitaires procédure d'acceptation
6. Modèle garantie bancaire
7. Technologie applicable, exigences techniques et Key Performance Indicators
8. Mesure des KPI et des bonus/malus
9. Catégories d'événements avec points de pénalité
10. Droits de propriété intellectuelle

INTRODUCTION

Cette déclaration du secteur à péage de la Région de Bruxelles-Capitale en sa qualité de percepteur de péages est établie entre autres conformément à l'article 5.2. de la décision 2009/750/CE de la Commission Européenne, et son annexe I et à l'article 34, §2 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juillet 2015.

Les annexes attachées à cette déclaration du secteur à péage en font partie intégrante.

Cette déclaration du secteur à péage détermine, dans une première partie, la réglementation applicable (avec là où cela s'avère nécessaire mention des caractéristiques spécifiques du secteur à péage de la Région de Bruxelles-Capitale) et, dans une deuxième partie, les conditions générales de la prestation de services avec, entre autres, les conditions d'enregistrement et d'acceptation des prestataires de services, autres que le single service provider (Satellic NV/SA), au sein des services de télépéage des secteurs à péage dans le cadre du système de prélèvement kilométrique belge.

Elle s'adresse aux prestataires de services de SET (Service Européen de Télépéage), ainsi que, *mutatis mutandis*, aux prestataires de services de SNT (Service National de Télépéage), ainsi qu'aux prestataires de services de SRT (Service Régional de Télépéage).

Le système de prélèvement kilométrique belge a été créé par les trois régions (la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale) et la Sofico (Société wallonne de Financement Complémentaire des infrastructures). Le système est uniformisé grâce à l'accord de coopération conclu le 31 janvier 2014, en ce qui concerne les routes du réseau routier belge soumises au péage (nommé prélèvement kilométrique). Une partie de ces routes est soumise à un tarif de zéro euro, une autre partie est soumise à un tarif supérieur à zéro centime d'euro.

La Région wallonne a donné une partie de son réseau routier en concession à la Sofico, qui, concernant ces routes concédées, est le percepteur de péages.

Le prélèvement kilométrique prélevé pour l'utilisation des routes données en concession à la Sofico par la Région wallonne est une redevance soumise à la TVA.

Le prélèvement kilométrique prélevé pour l'utilisation des routes non concédées dans les secteurs à péage de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Région flamande est une taxe.

Le réseau routier donné en concession à la NV Tunnel Liefkenshoek ne fait pas partie du système de prélèvement kilométrique belge.

Le redevable du prélèvement kilométrique est obligé, avant d'utiliser le réseau routier belge, de placer et d'activer un OBU dans chaque véhicule soumis au prélèvement, dans le but (i) d'enregistrer les données de déplacement sur base desquelles le prestataire de services calcule à l'aide de la technologie qu'il utilise, le prélèvement kilométrique dû par le redevable du prélèvement et/ou (ii) d'appliquer les dispositions d'identification du véhicule dans le cadre du contrôle-sanction.

La procédure d'enregistrement et d'acceptation est la même pour tous les secteurs à péage du système de prélèvement kilométrique belge. Ainsi, chaque prestataire de services est simultanément enregistré (s'il n'est pas encore enregistré en tant que prestataire de services de SET dans le pays membre de l'UE dans lequel il est établi) et/ou accepté au sein des services de télépéage de tous les secteurs à péage du système de prélèvement kilométrique belge.

L'entité interrégionale Viapass est le point de contact pour les (candidats) prestataires de services.

POUR LES BESOINS DE CETTE DECLARATION DU SECTEUR A PEAGE, LES TERMES CI-APRES ONT LA SIGNIFICATION SUIVANTE :

accord de coopération du 31 janvier 2014: l'accord de coopération du 31 janvier 2014 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction du système de prélèvement kilométrique sur le territoire des trois régions et à la constitution d'un Partenariat interrégional de droit public Viapass sous forme d'une institution commune telle que visée à l'article 92bis, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, comme modifié par l'accord de coopération du 24 avril 2015 et les éventuelles modifications subséquentes;

candidat prestataire de services : toute entité juridique de droit privé ou de droit public devant encore être enregistrée et/ou acceptée par un des percepteurs de péages en tant que prestataire de services;

classe d'émission EURO: la classe définie selon des valeurs limites d'émission, telles que décrites à l'annexe 0 de la directive 1999/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 1999 relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures;

contrat bilatéral: contrat conclu entre, d'une part le prestataire de services, et, d'autre part Viapass, les percepteurs de péages du système de prélèvement kilométrique belge et, pour autant que de besoin, les Régions ou leurs mandataires;

contrat DBFMO: le contrat conclu par Viapass, agissant au nom et pour le compte de la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale et le cas échéant, leurs concessionnaires, en ce compris la Sofico, avec le single service provider;

contrat de prestation de services: le contrat entre le redevable du prélèvement et un prestataire de services de son choix, qui doit être conclu pour ce véhicule préalablement à l'utilisation d'une quelconque route;

décision 2009/750/CE de la Commission Européenne: la décision 2009/750/CE de la Commission Européenne du 6 octobre 2009 relative à la définition du service européen de télépéage et à ses aspects techniques, en exécution de la directive 2004/52/CE du Parlement Européen et du Conseil concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier dans la Communauté;

déclaration du secteur à péage: la déclaration par laquelle un percepteur de péages définit les conditions générales, telles, qu'entre autres, visées à l'article 5, 2°, de la décision 2009/750/CE de la Commission Européenne du 6 octobre 2009, et auxquelles les prestataires de services doivent satisfaire pour avoir accès au secteur à péage concerné;

dispositif d'enregistrement électronique : l'équipement électronique embarqué destiné à localiser le véhicule dans lequel il se trouve et qui, avec ou sans l'aide d'un appareil électronique à distance, traite des données pour (i) l'enregistrement des kilomètres, le calcul du prélèvement kilométrique sur la base des distances parcourues enregistrées, et/ou (ii) l'application des dispositions relatives à l'identification du véhicule dans le cadre du contrôle-sanction;

force majeure: circonstance en vertu de laquelle un prestataire de services et/ou le percepteur de péages ne peuvent pas respecter les obligations en vertu du contrat bilatéral et de la déclaration du secteur à péage, pour autant que cette circonstance résulte d'un ou de plusieurs événements ou circonstances, dont la liste limitative figure ci-après, et qu'elle n'ait pas été causée par celui qui l'allègue:

- (a) une guerre, une guerre civile, un conflit armé, des actes d'hostilité en Belgique ou dans lesquels la Belgique est impliquée;
- (b) une rébellion, des attentats, des actes de terrorisme, une révolution ou une insurrection en Belgique;
- (c) des explosions nucléaires, des radiations ionisantes ou une pollution radioactive, chimique ou biologique dans le système de prélèvement kilométrique belge ou à proximité de ce dernier, pour autant que ces événements se soient produits après la conclusion du contrat bilatérale;
- (d) la chute d'un avion ou une onde de pression résultant d'un avion volant à vitesse supersonique;
- (e) des catastrophes naturelles telles qu'un ouragan, un tremblement de terre, un raz-de-marée, un glissement de terrain ou la chute d'une météorite, pour autant que ces événements soient reconnus comme une catastrophe naturelle par les instances compétentes;
- (f) la détonation de matériaux explosifs;
- (g) un incendie ou des explosions dans le système de prélèvement kilométrique belge;
- (h) une interruption, une modification ou une adaptation du fonctionnement de la liaison satellite, à l'intervention de son propriétaire ou de son ayant droit ;
- (i) toute situation survenant dans la relation entre le perceuteur de péages et le single service provider empêchant le perceuteur de péages de respecter ses obligations vis-à-vis d'un prestataire de services, pour autant que cette situation n'ait pas été causée par le perceuteur de péages ou le single service provider;
- (j) toute situation survenant dans la relation entre le perceuteur de péages et le single service provider rendant le système du prélèvement kilométrique belge inopérable, pour autant que cette situation n'ait pas été causée par le perceuteur de péages ou le single service provider.

fraudeur du prélèvement kilométrique: tout redevable du prélèvement dont les véhicules font un usage non-autorisé des routes du secteur à péage et/ou ne s'acquittent pas ou pas complètement du prélèvement kilométrique dû;

jour ouvrable: chaque jour, excepté le samedi, le dimanche ou un jour férié en Belgique;

kilomètre: toute distance, exprimée en kilomètres, arrondie au millième supérieur ou inférieur selon que le chiffre des dix millièmes atteint ou non 5;

moyen de paiement garanti: moyen de paiement par lequel le prestataire de services peut percevoir, à première demande, le prélèvement kilométrique et, le cas échéant, les frais de perception imputés au redevable du prélèvement, sans autre autorisation du redevable du prélèvement et sans que celui-ci ne puisse annuler le paiement qui a été effectué avec le moyen de paiement;

OBU: voir dispositif d'enregistrement électronique;

OBU actif: un OBU (On Board Unit) qui s'est connecté au backoffice du prestataire de services au moins une fois par période trimestrielle, et ce après que le véhicule du redevable du prélèvement (co-contractant du prestataire de services) équipé de cet OBU se soit rendu sur le réseau routier belge durant cette période et qu'il ait franchi, d'au moins 25 mètres, la frontière belge;

ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juillet 2015: l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juillet 2015 introduisant un prélèvement kilométrique en Région de Bruxelles-Capitale sur les poids lourds prévus ou utilisés pour le transport par route de marchandises, en remplacement de l'Eurovignette;

organe de conciliation: l'organe créé entre autres conformément à l'article 10 de la décision 2009/750/CE de la Commission européenne, qui connaît des différends entre les prestataires de services et les percepteurs de péages et les autres parties du contrat bilatéral, dans le cadre de leurs négociations ou relations contractuelles, portant sur les conditions générales énoncées dans la déclaration du secteur à péage ou sur les conditions contractuelles spécifiques ;

percepteur(s) de péages(du système de prélèvement kilométrique belge): la Région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande et/ou la Sofico en sa qualité de concessionnaire de la Région wallonne;

poids total maximum autorisé: le poids total maximum autorisé des véhicules (autant le véhicule tractant que le véhicule remorqué) qui tombent sous l'application du système de prélèvement kilométrique belge et qui dépasse les 3,5 tonnes (aussi défini comme masse maximale autorisée ou poids total en charge autorisé dans la réglementation);

prestataire de services: toute entité juridique acceptée par un percepteur de péages sur son secteur à péage qui offre aux redevables du prélèvement un service (i) d'enregistrement électronique des kilomètres parcourus et de calcul du prélèvement kilométrique dû sur cette distance enregistrée, et (ii) d'imputation aux redevables du prélèvement, et de perception et de transfert du prélèvement kilométrique aux percepteurs de péages sur la base de données enregistrées par un dispositif d'enregistrement électronique;

prestataire de services de SET: tout prestataire de services qui répond aux exigences de la directive 2004/52/CE du Parlement européen et du Conseil et aux exigences de la décision 2009/750/CE de la Commission européenne et qui, conformément à l'article 3 de cette décision, est enregistré dans l'état membre dans lequel il est établi (Service Européen de Télépéage);

prestataire de services de SNT: tout prestataire de services limitant ses services au territoire belge (Service National de Télépéage);

prestataire de services de SRT: tout prestataire de services offrant ses services de façon transfrontalière, et répondant à toutes les exigences de la décision 2009/750/CE de la Commission européenne (Service Régional de Télépéage), exception faite des exigences stipulées à l'article 4.1. de cette décision;

prestation de services: l'activité qui consiste à offrir au redevable du prélèvement kilométrique un service (i) d'enregistrement électronique des kilomètres parcourus et de calcul du prélèvement kilométrique dû sur cette distance enregistrée, et (ii) d'imputation au redevable du prélèvement, et de perception et de transfert du prélèvement kilométrique aux percepteurs de péages;

redevable du prélèvement: toute personne physique ou morale soumise au prélèvement kilométrique;

réseau routier belge: l'entière du réseau routier belge, indépendamment qu'il s'agisse ou pas d'une route soumise au péage, à l'exception du réseau routier donné en concession à la NV Tunnel Liefkenshoek;

route: les routes et leurs dépendances;

route concédée: la route ou la partie de la route dont la gestion a été donnée en concession;

route non concédée : la route ou la partie de la route dont la gestion n'est pas donnée en concession;

secteur à péage: une partie du réseau routier belge, en ce compris des structures comme un tunnel, un pont ou un transbordeur, pour laquelle un percepateur de péages perçoit un prélèvement kilométrique ou pour laquelle un prélèvement kilométrique peut être perçu, mais dont le tarif est de zéro centime d'euro;

single service provider: le prestataire de services avec lequel un contrat DBFMO est conclu en exécution d'un contrat traitant de l'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services, au sens de l'article 19 de la loi de 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et qui, sous sa responsabilité, met à disposition des régions chargées de la mise en œuvre du prélèvement kilométrique, les dispositifs de contrôle fixes et mobiles et qui offre des services (i) d'enregistrement électronique des kilomètres parcourus et de calcul du prélèvement kilométrique dû sur cette distance enregistrée et (ii) d'imputation au redevables du prélèvement, de perception et de transfert, aux percepteurs de péages, du prélèvement kilométrique sur base des données enregistrées par le dispositif d'enregistrement électronique; le single service provider est Satellic NV/SA;

Sofico: la société de droit public à laquelle la Région wallonne a donné en concession le réseau routier comme désigné en annexe de l'arrêté gouvernemental du 11 juin 2015 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2010 déterminant la date d'entrée en vigueur et portant exécution de l'article 2 du décret du 10 décembre 2009 modifiant le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures;

système de prélèvement kilométrique belge: le système électronique pour la mise en œuvre du prélèvement kilométrique, à l'aide d'OBUs et au bénéfice des percepteurs de péages en Belgique;

véhicule: un véhicule à moteur ou un ensemble de véhicules articulés prévu ou utilisé, soit partiellement, soit exclusivement, pour le transport par route de marchandises, et dont le poids total maximum autorisé est de plus de 3,5 tonnes;

Viapass: le partenariat interrégional de droit public institué sous la forme d'une institution commune, telle que visée à l'article 92bis, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, figurant à l'article 18 de l'accord de coopération du 31 janvier 2014;

zone tarifaire: un segment de route délimité avec un point de départ et une fin fixe, pour lequel l'utilisation d'une route bien déterminée dans un sens bien déterminé donne lieu à l'application d'un tarif Tz déterminé de manière univoque et en rapport avec la distance parcourue;

I. Description générale

Cette première partie de la déclaration du secteur à péage donne un aperçu général du système de péage instauré par les percepteurs de péages du système de prélèvement kilométrique belge, en précisant les caractéristiques et les dispositions spécifiques afférentes à la Région de Bruxelles-Capitale.

1. Réglementation applicable

L'organisation du prélèvement kilométrique pour l'utilisation, par les véhicules de plus de 3,5 tonnes prévus ou utilisés pour le transport de marchandises, du réseau routier pour lequel la Région de Bruxelles-Capitale perçoit ou peut percevoir un prélèvement kilométrique est le résultat d'un cadre législatif tant européen, que régional et fédéral. Ce cadre est énuméré ci-dessous. Pour chaque texte législatif mentionné, un hyperlien vers le texte de la publication officielle a été inclus.

Les textes européens:

- **DIRECTIVE 1995/46/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL** du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, JO. L 281, 23 novembre 1995.

Publication officielle:

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:31995L0046&qid=1440088727971&from=NL>

- **DIRECTIVE 1999/62/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL** du 17 juin 1999 relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures, JO. L 187, 20 juillet 1999, telle que modifiée par les Directives 2006/38/CE et 2011/76/UE.

Publication officielle:

Directive 1999/62/CE

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:31999L0062&qid=1440088817206&from=NL>

Directive 2006/38/CE

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32006L0038&qid=1452613496396&from=NL>

Directive 2011/76/UE

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32011L0076&qid=1452613591754&from=NL>

- **DIRECTIVE 2002/58/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL** du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive vie privée et communications électroniques), JO. L 201, 31 juillet 2002.

Publication officielle:

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32002L0058&qid=1440088878682&from=NL>

- **DIRECTIVE 2004/52/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 29 avril 2004 concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier dans la Communauté, JO. L 166, 30 avril 2004.**

Publication officielle:

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32004L0052&qid=1440088929699&from=NL>

- **DÉCISION 2009/750/CE DE LA COMMISSION du 6 octobre 2009 relative à la définition du service européen de télépéage et à ses aspects techniques, JO. L. 268, 13 octobre 2009.**

Publication officielle:

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32009D0750&qid=1440088983834&from=NL>

L'accord de coopération:

- **Accord de coopération du 31 janvier 2014 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction du système de prélèvement kilométrique sur le territoire des trois Régions et à la construction d'un Partenariat interrégional de droit public ViaPass sous forme d'une institution commune telle que visée à l'article 92bis, § 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, MB 14 mai 2014.**

Publication officielle :

<http://reflex.raadvst-consetat.be/reflex/pdf/Mbbs/2014/05/14/127651.pdf>

Comme modifié par : **Accord de coopération 24 avril 2015 modifiant l'accord de coopération du 31 janvier 2014 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction du système de prélèvement kilométrique sur le territoire des trois Régions et à la constitution d'un Partenariat interrégional de droit public Viapass sous forme d'une institution commune telle que visée à l'article 92bis, § 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, MB 16 juin 2015.**

Publication officielle:

<http://reflex.raadvst-consetat.be/reflex/pdf/Mbbs/2015/06/16/130831.pdf>

L'ordonnance bruxelloise concernant le prélèvement kilométrique:

- **Ordonnance de la Région Bruxelles-Capitale du 29 juillet 2015 introduisant un prélèvement kilométrique en Région de Bruxelles-Capitale sur les poids lourds prévus ou utilisés pour le transport par route de marchandises, en remplacement de l'Eurovignette, MB 12 août 2015.**

Publication officielle :

<http://reflex.raadvst-consetat.be/reflex/pdf/Mbbs/2015/08/12/131278.pdf>

Mesure d'exécution :

- **Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 septembre 2015 relatif à l'exécution de l'ordonnance du 29 juillet 2015 introduisant un prélèvement kilométrique en Région de Bruxelles-Capitale sur les poids lourds prévus ou utilisés pour le transport par route de marchandises, en remplacement de l'Eurovignette, MB 7 octobre 2015.**

Publication officielle :

<http://reflex.raadvst-consetat.be/reflex/pdf/Mbbs/2015/10/07/131604.pdf>

Législation fédérale:

- **Loi du 21 décembre 2006 transposant la directive 2004/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier dans la Communauté, MB 29 décembre 2006.**

Publication officielle:

<http://reflex.raadvst-consetat.be/reflex/pdf/Mbbs/2006/12/29/102314.pdf>

Voir pour les déclarations du secteur à péage des autres percepteurs de péages du système de prélèvement kilométrique belge, ainsi que la réglementation spécifique qui leur est applicable :

<http://www.viapass.be/fr/telechargements/>

2. L'entité interrégionale Viapass

Les trois Régions ont érigé une personne morale de droit public, nommée Viapass, qui est responsable de certaines missions relatives au prélèvement kilométrique, comme entre autres décrites dans les articles 19 à 21 de l'accord de coopération du 31 janvier 2014.

Viapass conserve également pour le compte des régions le registre électronique national visé à l'article 19 de la décision 2009/750/CE de la Commission Européenne.

3. Le secteur à péage

Les secteurs à péage du système de prélèvement kilométrique belge sont composés, selon le cas, de routes non concédées et/ou de routes concédées.

Le secteur à péage de la Région de Bruxelles-Capitale est composé de routes non concédées.

La Région de Bruxelles-Capitale a désigné les routes du secteur à péage soumises à un tarif supérieur à zéro centime d'euro en annexe de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juillet 2015. Toutes les routes concernées ont été énumérées dans cette annexe (voir l'hyperlien dudit texte régional susmentionné).

Voir pour la carte du réseau routier soumis à un tarif supérieur à zéro centime d'euro du secteur à péage de Bruxelles-Capitale : <http://www.viapass.be/fr/telechargements/>

En ce qui concerne le secteur à péage et la carte du réseau routier soumis à un tarif supérieur à zéro centime d'euro du secteur à péage de la Région flamande, voir le lien suivant : <http://www.viapass.be/fr/telechargements/>

En ce qui concerne le secteur à péage et la carte du réseau routier soumis à un tarif supérieur à zéro centime d'euro du secteur à péage de la Sofico, voir le lien suivant : <http://www.viapass.be/fr/telechargements/>

4. Le prélèvement kilométrique (le péage)

Le prélèvement kilométrique est dû pour l'usage fait par un véhicule des routes mentionnées et est établi sur la base du nombre de kilomètres parcourus par ce véhicule. L'enregistrement des kilomètres parcourus, nécessaire au calcul du prélèvement kilométrique, est effectué à l'aide d'un dispositif d'enregistrement électronique.

Le prélèvement kilométrique au sein du secteur à péage de la Région de Bruxelles-Capitale, est conçu comme une taxe régionale à part entière, découlant de la compétence fiscale régionale autonome octroyée par l'article 170 §2 de la Constitution.

En ce qui concerne la nature du prélèvement kilométrique au sein du secteur à péage de la Région flamande, voir les liens suivants :

<http://reflex.raadvst-consetat.be/reflex/pdf/Mbbs/2015/08/10/131261.pdf>

et

<http://reflex.raadvst-consetat.be/reflex/pdf/Mbbs/2013/12/23/126048.pdf>

et

<http://reflex.raadvst-consetat.be/reflex/pdf/Mbbs/2015/08/10/131265.pdf>

et

<http://reflex.raadvst-consetat.be/reflex/pdf/Mbbs/2013/12/31/126143.pdf>

En ce qui concerne la nature du prélèvement kilométrique au sein du secteur à péage de la Sofico, voir les liens suivants :

<http://reflex.raadvst-consetat.be/reflex/pdf/Mbbs/2015/07/28/131199.pdf>

et

<http://reflex.raadvst-consetat.be/reflex/pdf/Mbbs/2015/06/24/130901.pdf>

5. La technologie appliquée

La technologie appliquée est la technologie satellitaire GNSS (Global Navigation Satellite System), servant à déterminer le lieu, l'heure, le sens de circulation et le trajet du véhicule assujéti et ensuite, à l'aide de ces données, prélever le prélèvement kilométrique.

6. Le perceuteur de péages

La Région de Bruxelles-Capitale est le perceuteur de péages. La compétence n'a pas été donnée en concession.

En ce qui concerne la Région flamande en tant que perceuteur de péages, voir <http://www.viapass.be/fr/telechargements/> (déclaration du secteur à péage de la Région flamande).

En ce qui concerne la Sofico en tant que perceuteur de péages du réseau routier lui ayant été donné en concession par le Région wallonne, voir <http://www.viapass.be/fr/telechargements/> (déclaration du secteur à péage de la Sofico).

7. Le prestataire de services et ses obligations

7.1. Le prestataire de services

Un prestataire de services est toute entité juridique acceptée par le perceuteur de péages sur son secteur à péage qui offre aux redevables du prélèvement un service, d'une part, d'enregistrement électronique des kilomètres parcourus et de calcul du prélèvement kilométrique dû sur cette distance enregistrée et, d'autre part, d'imputation, de perception, et de transfert du prélèvement kilométrique aux perceuteurs de péages sur la base de données enregistrées par un dispositif d'enregistrement électronique.

Seuls les prestataires de services enregistrés (si nécessaire) et acceptés par un perceuteur de péages peuvent fournir leurs services au sein de son secteur à péage. Toutefois, par la conclusion du contrat bilatéral, tous les perceuteurs de péages du système de prélèvement kilométrique belge acceptent simultanément le prestataire de services dans leur secteur à péage respectif.

Le 25 juillet 2014, les perceuteurs de péages et la Région wallonne ont, en exécution d'un contrat traitant de l'exécution conjointe de travaux, de fourniture ou de services, au sens de l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services, un contrat DBFMO avec un single service provider (SSP), qui, sous sa responsabilité, met à disposition des régions chargées de la mise en œuvre du prélèvement kilométrique, les dispositifs de contrôle fixes et mobiles. De surcroît, le SSP offre des services (i) d'enregistrement électronique des kilomètres parcourus et de calcul du prélèvement kilométrique dû sur cette distance enregistrée et (ii) d'imputation au redevables du prélèvement, de perception et de transfert, aux perceuteurs de péages, du prélèvement kilométrique sur base des données enregistrées par le dispositif d'enregistrement électronique. Ce SSP est Satellic NV/SA.

7.2. Contrats

Le redevable du prélèvement kilométrique conclut un contrat avec un prestataire de services de son choix (contrat de prestation de services), comme déterminé sous le titre II., 2.

Tous les prestataires de services, autres que le SSP, concluent à leur tour un contrat bilatéral, comme déterminé sous le titre II., 3.

7.3.Droits et obligations

Le prestataire de services a plusieurs droits et obligations, découlant de la législation applicable, cette déclaration du secteur à péage et du contrat bilatéral conclu. Le prestataire de services a au moins les droits et obligations mentionnés aux articles 12, 13 §4, 18, 19, 20, 36, 37 et 38 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juillet 2015.

En ce qui concerne les droits et obligations au sein du secteur à péage de la Région flamande, voir le lien suivant : <http://www.viapass.be/fr/telechargements/> (déclaration du secteur à péage de la Région flamande).

En ce qui concerne les droits et obligations au sein du secteur à péage de la Sofico, voir le lien suivant : <http://www.viapass.be/fr/telechargements/> (déclaration du secteur à péage de la Sofico).

Le cœur des obligations des prestataires de services consiste à, d'une part, enregistrer électroniquement les kilomètres parcourus et à calculer le prélèvement kilométrique dû sur cette distance enregistrée et, d'autre part, à imputer, percevoir et transmettre aux percepteurs de péages le prélèvement kilométrique, sur la base des données enregistrées par un OBU.

Les prestataires de services s'engagent à respecter la législation belge relative à l'emploi des langues, dans la mesure où celle-ci est applicable.

Les prestataires de services s'engagent également à agir de telle manière à ce que les percepteurs de péages puissent respecter leurs éventuelles obligations fiscales et comptables.

8. Le redevable du prélèvement

Le redevable du prélèvement kilométrique est le détenteur du véhicule, c'est-à-dire:

- (i) soit la personne physique ou morale au nom de laquelle le véhicule a été immatriculé auprès de l'autorité belge chargée de l'immatriculation des véhicules;
- (ii) soit la personne physique ou morale au nom de laquelle le véhicule a été immatriculé auprès de l'équivalent étranger de l'autorité chargée de l'immatriculation des véhicules;
- (iii) soit, en l'absence d'immatriculation, la personne qui dispose dans les faits du véhicule.

Dans le cas d'un ensemble de véhicules articulés il y a lieu d'avoir égard à l'immatriculation du véhicule à moteur tractant.

En dérogation de ce qui est stipulé sous (i) et (ii), le détenteur du véhicule peut, lorsqu'il met le véhicule, de façon permanente ou habituelle, par location, leasing ou tout autre contrat, à la disposition d'un tiers, convenir avec ce dernier que celui-ci sera considéré comme détenteur du

véhicule. Le détenteur originel du véhicule reste solidairement tenu à la bonne exécution des obligations du tiers susmentionné.

En cas de non-paiement par le détenteur du véhicule, celui qui dispose dans les faits du véhicule est solidairement tenu au paiement du prélèvement kilométrique et des amendes administratives, sous réserve de son recours contre le détenteur du véhicule. Le conducteur du véhicule est considéré comme une personne disposant dans les faits du véhicule.

9. Le véhicule et sa classification

Chaque véhicule à moteur ou ensemble de véhicules articulés prévu ou utilisé, soit partiellement, soit exclusivement, pour le transport par route de marchandises, et dont le poids total maximum autorisé est de plus de 3,5 tonnes, est soumis au prélèvement kilométrique. Viapass publie sur son site web une liste des véhicules à moteur ne répondant pas à cette définition et qui, par conséquent, ne sont pas soumis au prélèvement kilométrique.

Les véhicules soumis au prélèvement kilométrique sont classifiés à l'aide de deux paramètres :

- (i) le poids total maximum autorisé du véhicule;
- (ii) la classe d'émission EURO du véhicule.

Le poids total maximum autorisé est déterminé par l'instance assurant l'homologation et se retrouve dans les documents du véhicule. Trois catégories sont définies:

- (i) un poids total maximum autorisé supérieur à 3,5 tonnes et inférieur à 12 tonnes,
- (ii) un poids total maximum autorisé égal ou supérieur à 12 tonnes et inférieur ou égal à 32 tonnes,
- (iii) un poids total maximum autorisé supérieur à 32 tonnes.

La classe d'émission EURO du véhicule correspond à la classe définie selon des valeurs limites d'émission, telles que décrites à l'annexe 0 de la Directive 1999/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 1999 relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures (comme modifiée par la Directive 2006/38/CE et la Directive 2011/76/UE).

10. Exonération du prélèvement kilométrique

À la demande du redevable du prélèvement, est exonéré du prélèvement kilométrique dans la Région de Bruxelles-Capitale:

- (i) le véhicule qui est exclusivement utilisé pour et par la défense, la protection civile, les services d'incendie et la police, et est reconnaissable en tant que tel;
- (ii) le véhicule qui est équipé spécialement et exclusivement à des fins médicales et est reconnaissable en tant que tel;
- (iii) le véhicule de type agricole, horticole ou forestier qui n'est utilisé que de manière limitée sur la voie publique en Belgique et qui est exclusivement utilisé pour l'agriculture, l'horticulture, l'aquaculture ou la sylviculture.

Est également exonéré sans qu'il soit nécessaire d'introduire une nouvelle demande, le véhicule qui est exonéré du prélèvement kilométrique dans une autre région en vertu des dispositions qui y sont en vigueur.

En ce qui concerne les exonérations dans le secteur à péage de la Région flamande, voir le lien suivant : <http://www.viapass.be/fr/telechargements/> (déclaration du secteur à péage de la Région flamande).

En ce qui concerne les exonérations dans le secteur à péage de la Sofico, voir le lien suivant : <http://www.viapass.be/fr/telechargements/> (déclaration du secteur à péage de la Sofico).

11. Le calcul du prélèvement kilométrique dû

Concernant le calcul du prélèvement kilométrique dû, le prestataire de services doit faire une distinction selon que le prélèvement kilométrique est prélevé pour l'utilisation de routes non concédées, auquel cas il est une taxe, ou est prélevé pour l'utilisation des routes concédées (jusqu'à nouvel ordre les routes que la Région wallonne a donné en concession à la Sofico), auquel cas il est une redevance soumise à la TVA.

Le prélèvement kilométrique est de manière générale établi en appliquant la formule suivante :

$$\Sigma z = Tz * Kz$$

où :

1° Tz = le tarif applicable dans une zone tarifaire déterminée, pour les kilomètres parcourus, dans un sens bien déterminé, à un moment bien déterminé, exprimé en centimes d'euros par kilomètre;

2° Kz = le nombre de kilomètres parcourus à prendre en compte dans chacune de ces zones tarifaires.

Le tarif Tz est constitué et déterminé de manière différente selon que le prélèvement kilométrique est une redevance ou une taxe.

Le tarif Tz exprimé en centimes d'euro par kilomètre comprend, dans le cas où le prélèvement kilométrique est une taxe, un supplément pour prendre en compte les coûts externes. Cela n'est pas le cas lorsque le prélèvement kilométrique est une redevance.

Dans la Région de Bruxelles-Capitale le prélèvement kilométrique est une taxe.

Pour plus de détails concernant le calcul du prélèvement kilométrique de la Région de Bruxelles-Capitale, voir les articles 7 jusqu'à 10 inclus de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juillet 2015.

En ce qui concerne la nature du prélèvement kilométrique et pour de plus amples détails sur son calcul en ce qui concerne le secteur à péage de la Région flamande, voir les liens suivants :

<http://reflex.raadvst-consetat.be/reflex/pdf/Mbbs/2015/08/10/131261.pdf>

et

<http://reflex.raadvst-consetat.be/reflex/pdf/Mbbs/2013/12/23/126048.pdf>

et

<http://reflex.raadvst-consetat.be/reflex/pdf/Mbbs/2015/08/10/131265.pdf>

et

<http://reflex.raadvst-consetat.be/reflex/pdf/Mbbs/2013/12/31/126143.pdf>

En ce qui concerne la nature du prélèvement kilométrique et pour de plus amples détails sur son calcul en ce qui concerne le secteur à péage de la Sofico, voir les liens suivants :

<http://reflex.raadvst-consetat.be/reflex/pdf/Mbbs/2015/07/28/131199.pdf>

et

<http://reflex.raadvst-consetat.be/reflex/pdf/Mbbs/2015/06/24/130901.pdf>

12. Modification du prélèvement kilométrique

Deux modifications essentielles sont possibles :

- (i) la modification du tarif (du tarif de base et/ou des paramètres);
- (ii) la modification du secteur à péage (des routes, zones tarifaires ou sections de route sur lesquelles un tarif supérieur à zéro centime d'euro est applicable, ainsi que des routes non concédées et des routes concédées).

Ces modifications seront communiquées aux prestataires de services par Viapass. Voir à ce sujet également le point 4 de l'annexe 4.

II. Conditions générales de la prestation de services¹

1. L'accès au système de prélèvement kilométrique belge (enregistrement et/ou acceptation)

1.1. Introduction

Un candidat prestataire de services ayant terminé avec succès la procédure d'enregistrement (si nécessaire), respectivement la procédure d'acceptation et ayant payé les rémunérations y afférentes, est enregistré (si nécessaire) et/ou accepté dans tous les secteurs à péage du système de prélèvement kilométrique belge pour y fournir ses services.

Viapass tient à jour sur son site web une liste des demandes d'enregistrement et/ou d'acceptation en cours de traitement chez elle, ainsi que des prestataires de services enregistrés et/ou acceptés au sein des secteurs à péage du système de prélèvement kilométrique belge.

1.2. Procédure d'enregistrement du candidat prestataire de services

1.2.1. Introduction

Le candidat prestataire de services de SET étant déjà enregistré en tant que prestataire de services de SET dans le pays dans lequel il est établi, ne doit pas passer par la procédure d'enregistrement.

La procédure d'enregistrement est donc d'application pour les candidats prestataires de services suivants souhaitant avoir accès au secteur à péage d'un perceuteur de péages:

- (i) candidats prestataires de services de SET établis en Belgique;
- (ii) candidats prestataires de services de SNT; et
- (iii) candidats prestataires de services de SRT.

Concernant l'organisation du contenu et l'organisation pratique de cette procédure d'enregistrement, le perceuteur de péages est représenté par Viapass, qui par conséquent agit au nom et pour le compte de ce perceuteur de péages.

1.2.2. Exigences d'enregistrement

L'enregistrement est accordé si le candidat prestataire de services satisfait aux exigences suivantes:

- (i) détenir une certification EN ISO 9001 ou équivalente;
- (ii) prouver qu'il dispose des équipements techniques requis et de la déclaration CE ou d'un certificat attestant la conformité des constituants d'interopérabilité comme

¹ Il est précisé que cette partie II de la déclaration du secteur à péage ne s'applique pas au single service provider. En vertu du contrat DBFMO, des conditions identiques ou du moins équivalentes s'appliquent à la prestation de services du single service provider.

prévu à l'annexe IV, point 1, de la décision 2009/750/CE de la Commission européenne;

- (iii) justifier des compétences en matière de prestation de services de télépéage ou dans des domaines connexes;
- (iv) avoir la capacité financière appropriée;
- (v) mettre en œuvre et tenir à jour un plan de gestion globale des risques soumis à un audit tous les deux ans au moins;
- (vi) jouir d'une bonne réputation.

Les exigences d'enregistrement pour les candidats prestataires de services et les documents demandés par Viapass afin d'évaluer si les exigences sont satisfaites sont expliquées plus en détail à l'annexe 2.

Même après l'enregistrement d'un (candidat) prestataire de services, Viapass peut à tout moment demander des renseignements supplémentaires afin d'évaluer si le (candidat) prestataire de services (et le cas échéant l'entité liée à laquelle/les entités liées auxquelles il fait appel) satisfait toujours aux exigences d'enregistrement, et ce dans le cas d'indices sérieux qu'une ou plusieurs exigences ne seraient plus satisfaites. Le (candidat) prestataire de services offre sa coopération en vue de mettre à disposition l'information supplémentaire endéans le délai fixé par Viapass. S'il en ressort que le candidat prestataire de services ne satisfait plus aux exigences d'enregistrement et n'y remédie pas endéans le mois après notification par Viapass, Viapass a le droit de procéder au retrait de l'enregistrement. Le retrait de l'enregistrement est une cause de dissolution avec effet immédiat du contrat bilatéral.

Si le candidat prestataire de services introduit simultanément une demande d'enregistrement et une demande d'acceptation, il doit également joindre au dossier une déclaration d'intention d'un établissement de crédit reconnu, considéré comme solvable par Viapass, ce qui sera de toute façon le cas pour un établissement de crédit disposant au moins d'un rating A selon Standard & Poor's ou d'un rating A2 selon Moody's (ou un rating équivalent), déclaration de laquelle ressort que le candidat prestataire de services, s'il est enregistré et accepté, recevra une garantie bancaire pour le montant exigé dans la déclaration du secteur à péage.

La demande d'enregistrement et/ou d'acceptation implique finalement l'accord du candidat prestataire de services avec les conditions de cette déclaration du secteur à péages, en ce compris les conditions mentionnées sous les titres II.3.5. et II.3.6.

1.2.3. Letter of intent

Avant que le candidat prestataire de services ne fasse part de son dossier d'enregistrement à Viapass, le candidat prestataire de services et Viapass signent une *letter of intent*, conformément au modèle de l'annexe 3.1. (*Modèle letter of intent (enregistrement et acceptation)*), concernant le déroulement de la procédure d'enregistrement et, le cas échéant, la procédure d'acceptation.

Au plus tard cinq jours ouvrables après la signature de la *letter of intent* et le paiement de la rémunération forfaitaire déterminée sous le titre II.1.2.5., Viapass transmet au candidat

prestataire de services un dossier comportant les exigences techniques du système de prélèvement kilométrique belge.

1.2.4. Procédure

La demande d'enregistrement est adressée

- (i) par e-mail à l'adresse contact@viapass.be; ou
- (ii) par lettre recommandée avec accusé de réception à l'attention de :

Viapass

Jusqu'au 28 février 2016: rue d'Arenberg 1D, 1000 Bruxelles

À partir du 1^{er} mars 2016 : building Lavoisier, rue De Koninck 40, boîte 24, 1080 Bruxelles

Après l'introduction du dossier d'enregistrement par le candidat prestataire de services conformément à cette déclaration du secteur à péage et l'*annexe 2*, Viapass évalue le caractère complet du dossier endéans un délai de deux semaines après réception de la demande d'enregistrement.

Si le dossier est jugé complet, Viapass fournit au candidat prestataire de services, par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration attestant du caractère complet du dossier.

Si le dossier est jugé incomplet, Viapass informe de la même manière le candidat prestataire de services du fait que son dossier est incomplet. La même procédure est appliquée après présentation des documents manquants par le candidat prestataire de services.

Lorsque le dossier a été jugé complet et après réception de la rémunération mentionnée sous le titre II.1.2.5. ci-après, Viapass dispose d'un délai d'un mois pour évaluer si le candidat prestataire de services satisfait matériellement aux exigences d'enregistrement.

Les délais mentionnés dans le présent titre ne sont que des délais d'ordre.

Les candidats prestataires de services peuvent introduire une demande d'acceptation, conformément au titre II.1.3., simultanément avec leur demande d'enregistrement.

1.2.5. Compensation

En compensation des coûts d'analyse et d'évaluation du dossier introduit par le candidat prestataire de services pour les besoins de l'enregistrement, Viapass impute une rémunération forfaitaire de EUR 20.000. La rémunération forfaitaire est un montant hors TVA. Si, sur base de la législation TVA, la TVA est due sur le montant forfaitaire, la TVA sera précisée séparément sur la facture et devra également être payée par le candidat prestataire de services.

Cette rémunération est payée après que Viapass ait confirmé au candidat prestataire de services que le dossier est complet. Pour ce faire, Viapass envoie une facture au candidat prestataire de

services. Après réception du paiement de la facture, Viapass peut commencer l'analyse et l'évaluation de la demande d'enregistrement.

1.3. Procédure d'acceptation pour les candidats prestataires de services

1.3.1. Information générale

Pour avoir accès au secteur à péage du percepteur de péages en tant que candidat prestataire de services:

- (i) le prestataire de services de SET établi en Belgique, le prestataire de services de SNT et le prestataire de services de SRT doivent être enregistrés conformément au titre II.1.2., ou
- (ii) le prestataire de services de SET établi dans un autre état membre de l'UE, doit être enregistré dans cet autre état membre

et il doit ensuite suivre la procédure d'acceptation décrite dans le présent titre II.1.3.

Concernant l'organisation du contenu et l'organisation pratique de cette procédure d'acceptation, le percepteur de péages est représenté par Viapass, qui, par conséquent, agit au nom et pour le compte de ce percepteur de péages.

La procédure se déroule en plusieurs phases:

- (i) la demande d'acceptation du candidat prestataire de services;
- (ii) le début de la procédure d'acceptation;
- (iii) la présentation du concept technique et commercial;
- (iv) le processus de test, avec (i) une vérification (des tests) de (la) conformité, et (ii) des tests d'aptitude à l'emploi;
- (v) négociations concernant le contrat bilatéral;
- (vi) acceptation dans le secteur à péage du percepteur de péages.

1.3.2. Demande d'acceptation du candidat prestataire de services

Le candidat prestataire de services enregistré peut introduire sa demande visant à avoir accès au secteur à péage du percepteur de péages de la manière suivante:

- (i) par e-mail à l'adresse contact@viapass.be; ou
- (ii) par lettre recommandée avec accusé de réception à l'attention de

Viapass

Jusqu'au 28 février 2016: rue d'Arenberg 1D, 1000 Bruxelles

À partir du 1^{er} mars 2016 : building Lavoisier, rue De Koninck 40, boîte 24, 1080 Bruxelles

Le candidat prestataire de services enregistré joint à sa demande ce qui suit:

- (i) La preuve d'enregistrement en tant que prestataire de services de SET dans un état membre de l'UE, comme visé à l'article 3 de la décision 2009/750/EC de la Commission

européenne, si le candidat prestataire de services n'est pas établi en Belgique et n'est donc pas enregistré conformément au titre II.1.2.;

- (ii) Pour autant qu'elle n'ait pas encore été présentée : une déclaration d'intention d'un établissement de crédit reconnu, considéré comme solvable par Viapass, ce qui sera de toute façon le cas pour un établissement de crédit disposant au moins d'un rating A selon Standard & Poor's ou d'un rating A2 selon Moody's (ou un rating équivalent), duquel ressort que le candidat prestataire de services recevra une garantie bancaire pour le montant exigé dans la déclaration du secteur à péage, en vue de la signature du contrat bilatéral;
- (iii) Pour autant qu'elles n'aient pas encore été transmises : les coordonnées de la personne chargée du suivi de la procédure d'acceptation au nom du candidat prestataire de services.

Les candidats prestataires de services peuvent également introduire leur demande d'acceptation simultanément avec leur demande d'enregistrement conformément au titre II.1.2. Il suffit alors qu'ils confirment leur demande d'acceptation par e-mail à l'adresse contact@viapass.be après leur enregistrement.

1.3.3. Début de la procédure d'acceptation

Endéans les quinze jours suivant la réception de la demande du candidat prestataire de services enregistré, Viapass confirme cette réception et transmet un planning provisoire de la procédure d'acceptation. Un autre délai peut être déterminé en concertation avec le prestataire de services.

Sauf dans le cas où le candidat prestataire de services a déjà signé une *letter of intent* avec Viapass conformément au titre II.1.2.3., le candidat prestataire de services et Viapass signent ensuite une *letter of intent*, conforme au modèle de l'*annexe 3.2* (Modèle letter of intent (acceptation)) concernant le déroulement de la procédure d'acceptation.

Viapass transmet au candidat prestataire de services un dossier comportant les exigences techniques du système de prélèvement kilométrique belge au plus tard cinq jours ouvrables après la signature de la *letter of intent*.

1.3.4. Présentation concept technique et commercial

Viapass invite le candidat prestataire de services enregistré à présenter son concept technique et commercial (businessplan provisoire) dans les locaux de Viapass à un moment à convenir entre le prestataire de services et Viapass.

1.3.5. Processus de test

Après la signature de la *letter of intent*, la présentation de la déclaration d'intention d'un établissement de crédit reconnu et la présentation du concept technique et commercial, le processus de test a lieu.

Ce processus de test est décrit en détail dans l'*annexe 4*.

1.3.6. Négociations

Au plus tard à l'issue favorable du processus de test, Viapass transmettra, aussi au nom des percepteurs de péages et de la Région wallonne, au candidat prestataire de services enregistré un projet de contrat bilatéral en supplément des conditions générales énoncées dans la présente déclaration du secteur à péage.

Viapass et le candidat prestataire de services enregistré pourront ensuite négocier à propos de ce projet.

Si Viapass (agissant en tant que mandataire des percepteurs de péages du système de prélèvement kilométrique belge et de la Région wallonne) et le candidat prestataire de services enregistré n'aboutissent pas à un accord, chacune des parties (à l'exception de la Région wallonne) peut prendre l'initiative de présenter ce différend à l'organe de conciliation, sans que cela ne porte préjudice à la compétence de la juridiction ordinaire (voir titre II.3.16.).

1.3.7. Acceptation dans le secteur à péage du percepteur de péages

Si Viapass et le candidat prestataire de services aboutissent, à l'issue favorable du processus de test, à un accord concernant le contrat bilatéral, ce contrat bilatéral sera conclu entre, d'une part, le prestataire de services et, d'autre part, les percepteurs de péages du système de prélèvement kilométrique belge, la Région wallonne et Viapass.

Par la conclusion du contrat bilatéral, tous les percepteurs de péages du système de prélèvement kilométrique belge acceptent le prestataire de services dans leur secteur à péage respectif.

1.3.8. Compensation

En compensation des coûts de la procédure d'acceptation, Viapass impute une rémunération forfaitaire incrémentale, payable par tranche et décrite en détail dans l'*annexe 5*. La rémunération forfaitaire est composée de montants hors TVA, dus selon la phase de la procédure d'acceptation qui a été atteinte. Si, sur base de la législation TVA, la TVA est due sur la rémunération forfaitaire, la TVA sera précisée séparément sur la facture, et devra également être payée par le candidat prestataire de services.

Chaque tranche de la rémunération sera payée avant le début d'une nouvelle phase du processus de test. À cette fin Viapass envoie au début du processus de test et à l'issue de chaque phase de test, hormis la dernière phase, une facture au candidat prestataire de services. Après réception du paiement de la facture, Viapass commencera une nouvelle phase du processus de test.

2. Droits et obligations dans le cadre de la relation entre le prestataire de services et le redevable du prélèvement (contrat de prestation de services)

2.1. Contenu du contrat entre le prestataire de services et le redevable du prélèvement

Le contrat entre le prestataire de services et le redevable du prélèvement (« contrat de prestation de services ») doit au moins couvrir les services suivants, que le prestataire de services offre au redevable du prélèvement:

- (i) la délivrance d'un OBU qui doit être placé dans le véhicule et qui répond aux exigences de la réglementation applicable, en ce compris son mode d'emploi. Pour l'utilisation de l'OBV le prestataire de services peut demander au redevable du prélèvement une caution raisonnablement proportionnée au prix coûtant de l'OBV;
- (ii) assurer l'émission et la réception d'un signal transmis sans fil depuis un OBU approprié pour ce faire, qui contient toutes les données requises pour établir le prélèvement kilométrique dû;
- (iii) le cas échéant (c'est-à-dire si le prestataire de services exige du redevable du prélèvement un moyen de paiement garanti), la communication dans les temps du fait que le moyen de paiement garanti devient insuffisant;
- (iv) l'envoi au perceuteur de péages de la déclaration quotidienne de péage par le biais d'une base de données électronique, même dans le cas où aucun kilomètre n'a été enregistré pour le véhicule concerné;
- (v) le versement du prélèvement kilométrique, dû par le redevable du prélèvement, au perceuteur de péages;
- (vi) l'envoi périodique, dans la mesure du possible par voie électronique, de la facture mentionnant les montants dus par le redevable du prélèvement pour la période concernée, en faisant une distinction entre:
 - a. le montant total du prélèvement kilométrique, le montant de la redevance d'infrastructure et, le cas échéant, le montant de la redevance pour coûts externes;
 - b. le cas échéant, les coûts des services supplémentaires optionnels assurés par le prestataire de services; ces coûts ne peuvent pas concerner les services mentionnés aux points i à v ci-dessus;
 - c. le cas échéant, le solde après déduction des montants payés à l'aide de moyens de paiement garanti;

La facture doit contenir les données suivantes:

- a. la manière dont le redevable du prélèvement peut contester la facture, ainsi que le délai dont il dispose pour ce faire;
- b. sauf si le redevable du prélèvement en décide autrement, au moins les moments et les lieux des trajets qui ont donné lieu au prélèvement, ainsi que la composition de ce prélèvement, pertinente pour le redevable du prélèvement.

À la demande du redevable du prélèvement ayant plusieurs véhicules, le prestataire de services envoie une seule facture pour l'ensemble des véhicules concernés.

Le contrat de prestation de services doit en outre contenir au moins les mentions suivantes:

- (i) l'identité et les coordonnées du redevable du prélèvement;
- (ii) le numéro d'immatriculation du véhicule concerné, ainsi que son poids total en charge autorisé et sa classe d'émission EURO; dans le cas de véhicules articulés, il y a lieu d'avoir égard à l'immatriculation du véhicule à moteur;
- (iii) une référence vers les droits et obligations du redevable du prélèvement et du prestataire de services comme mentionnés par l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juillet 2015, par le décret de la Région flamande du 3 juillet 2015, par le Code flamand de la Fiscalité du 13 décembre 2013 et, enfin, par le décret de la Région wallonne du 16 juillet 2015 instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes;
- (iv) la mention de la délivrance de l'OBV et du mode d'emploi y afférent;
- (v) la mention, le cas échéant, de la réception de la caution versée pour l'OBV;
- (vi) la mention quant à l'exigence ou non d'un moyen de paiement garanti;
- (vii) la manière selon laquelle le paiement est demandé, celle-ci devant répondre aux exigences du point vi du paragraphe précédent;
- (viii) la manière dont le prestataire de services rembourse les paiements indus effectués par le redevable du prélèvement;
- (ix) la manière dont il peut être mis fin au contrat.

Afin d'assurer la perception du prélèvement kilométrique et, le cas échéant, des frais pouvant être mis à charge du redevable du prélèvement par le prestataire de services pour le service de la perception de ce prélèvement, le prestataire de services peut imposer au redevable du prélèvement, dans le contrat de prestation de services, l'obligation de mettre à disposition un moyen de paiement garanti.

Le (candidat) prestataire de services présente, à la première demande de Viapass, le modèle de contrat de prestation de services qu'il conclut avec les redevables du prélèvement.

2.2. Obligations du prestataire de services

Le prestataire de services s'engage à informer correctement le redevable du prélèvement concernant la réglementation applicable au prélèvement kilométrique dans le secteur à péage du percepteur de péages, et ce sans porter préjudice à l'obligation du prestataire de services de respecter toutes les autres obligations découlant de la réglementation applicable, cette déclaration du secteur à péage et le contrat bilatéral.

Ainsi, le prestataire de services avertira le redevable du prélèvement du fait (i) qu'en l'absence de preuve convaincante du poids total maximum autorisé du véhicule, le véhicule est considéré avoir un poids total maximum autorisé de plus de 32 tonnes et (ii) qu'en l'absence de preuve convaincante de la classe d'émission EURO du véhicule du redevable du prélèvement, le véhicule est considéré appartenir à la catégorie des « autres classes d'émission EURO ». Le

prestataire de services informera également le redevable du prélèvement que la présentation d'une preuve convaincante n'influe pas sur les prélèvements dus pour les kilomètres parcourus avant la vérification, par le prestataire de services, des données reprises dans la preuve présentée.

Le prestataire de services délivre au redevable du prélèvement une facture avec les montants dus par le redevable du prélèvement sur la base de la prestation de services.

Le prestataire de services doit informer le redevable du prélèvement avec lequel il a conclu un contrat de prestation de services qu'il doit disposer à tout moment d'un OBU actif répondant aux exigences de la réglementation applicable, dès que le redevable du prélèvement se rend sur le réseau routier belge. L'obligation de disposer d'un OBU actif vaut pour tous les déplacements effectués sur le réseau routier belge et un OBU défectueux doit par conséquent être immédiatement remplacé par un autre OBU (un propre OBU ou celui d'un autre prestataire de services).

2.3. Obligations du redevable du prélèvement

Le redevable du prélèvement se met immédiatement en relation avec le prestataire de services dans les cas suivants :

- (i) lorsque l'OBUS signale qu'il ne satisfait plus aux exigences prévues par la réglementation;
- (ii) en l'absence de tout signal de l'OBUS;
- (iii) le cas échéant, lorsqu'il reçoit le signal que le moyen de paiement garanti mis à disposition est devenu insuffisant.

Le prestataire de services donne, si nécessaire, des instructions au redevable du prélèvement, conformément aux dispositions légales correspondantes.

3. Le contrat bilatéral

3.1. Généralités

Les exigences énoncées sous le titre II forment la base pour la conclusion du contrat bilatéral, c'est-à-dire un contrat entre, d'une part, le prestataire de services et, d'autre part, les percepteurs de péages du système de prélèvement kilométrique belge, la Région wallonne et Viapass, dans lequel les parties s'accordent sur ce qui n'est pas déterminé dans les exigences juridiques, financières et techniques énoncées ici et dans lequel il ne peut être dérogé aux dispositions de la présente déclaration du secteur à péage. Les exigences juridiques, financières et techniques imposées par cette déclaration du secteur à péage sont considérées comme faisant partie du contrat bilatéral.

3.2. Perception et transfert du prélèvement kilométrique

3.2.1. Introduction

Le prestataire de services exerce les opérations de péage au sein du secteur à péage du percepteur de péages en percevant le prélèvement kilométrique auprès du redevable du prélèvement, et ce dans le cadre du contrat que le prestataire de services a conclu avec le redevable du prélèvement (contrat de prestation de services). Le prestataire de services agit en tant que mandataire, c'est-à-dire au nom et pour le compte, des percepteurs de péages.

3.2.2. L'obligation d'OBU, le prélèvement et la déclaration de péage

Obligation d'OBU du redevable du prélèvement et de communication des OBU actifs par le prestataire de services

Le redevable du prélèvement est obligé, avant d'utiliser le réseau routier belge, de placer et d'activer un OBU dans chaque véhicule soumis au prélèvement, pour permettre (i) l'enregistrement de ses données de déplacement sur base desquelles le prestataire de services calcule, à l'aide de la technologie qu'il utilise, le prélèvement kilométrique dû par le redevable du prélèvement et/ou (ii) l'application des dispositions relatives à l'identification du véhicule dans le cadre du contrôle-sanction.

Le prestataire de services est tenu de communiquer, au percepteur de péages/à Viapass, une fois par période trimestrielle et par véhicule tous les OBU actifs du redevable du prélèvement (co-contractant du prestataire de services).

Simultanément, le prestataire de services doit faire mention par véhicule des OBU actifs étant défectueux au cours de cette période et ayant dû être remplacés par un autre OBU (du même ou d'un autre prestataire de services).

Les immatriculations des véhicules équipés de ces OBU actifs et des OBU défectueux et remplacés, leur classe d'émission EURO et/ou leur poids total maximum autorisé, ainsi que l'identification des redevables du prélèvement concernés, doivent pouvoir être vérifiées par le percepteur de péages/Viapass par le biais des interfaces de contrôle des transactions comme déterminées à l'annexe 7 (point 1.7.1.).

Le prestataire de services doit préciser dans cette communication si les véhicules équipés de ces OBU ont seulement roulé au sein d'un secteur à péage dont les routes sont soumises à un tarif supérieur à zéro centime d'euro, ou si ces véhicules ont roulé au sein d'un secteur à péage dont les routes sont soumises à un tarif égal et/ou supérieur à zéro centime d'euro, ou sur le réseau routier n'étant pas soumis au prélèvement kilométrique.

Données imputables (billable items)

L'OBU enregistre l'utilisation des routes du secteur à péage selon le modèle de tarification du perceuteur de péages. Les données de déplacement enregistrées sont cumulées par véhicule, par jour, par perceuteur de péages et par type de route (dénommé 'objet de péage') et sont enrichies de labels lisibles, ce qui résulte en un dénommé « itemisation document » qui est présenté au redevable du prélèvement lorsque nécessaire.

Chaque jour après minuit, les distances sont cumulées par véhicule par perceuteur de péages concernant la journée écoulée et arrondies au centime d'euro, ce qui résulte en des données imputables (« billable items »), auxquelles un indicateur TVA est attribué.

Cet indicateur TVA comporte la mention « no VAT applicable » pour les déplacements enregistrés sur des routes non concédées et la mention « full VAT » pour les déplacements enregistrés sur les routes données en concession.

Les données imputables sont limitées aux données de déplacement qui ont été enregistrées, sans préjudice de la responsabilité du prestataire de services quant à l'enregistrement correct des données de déplacement. Dans le cas d'enregistrement tardif des données de déplacement au cours du même cycle, ces données seront tout de même cumulées avec les données imputables, toutefois sans arrondissement. Les données qui n'ont plus pu être enregistrées au cours du même cycle, seront imputées dans le nouveau cycle, sans arrondissements.

Déclaration quotidienne de péage (daily toll statement)

Le prestataire de services est tenu de faire quotidiennement une déclaration relative au péage (« déclaration quotidienne de péage »), concernant les kilomètres ou les parties de kilomètres qui ont été enregistrés au sein d'un secteur à péage du système de prélèvement kilométrique belge pour le véhicule du redevable du prélèvement.

Quotidiennement, le prestataire de services fait une déclaration au perceuteur de péages, par le biais d'un échange électronique sécurisé conformément aux spécifications présentées en annexe 7.

La déclaration quotidienne de péage contient en tous les cas, par véhicule assujetti, au minimum les données suivantes, authentifiées par le prestataire de services :

- (i) le nombre de kilomètres ou parties de kilomètres enregistrés par l'OBU au cours du jour calendrier écoulé;
- (ii) l'immatriculation, la classe d'émission EURO et le poids total maximum autorisé du véhicule assujetti;
- (iii) le prélèvement kilométrique dû par jour calendrier, en application du tarif déterminé par le perceuteur de péages.

Les coûts liés à cette obligation de déclaration quotidienne de péage sont à charge du prestataire de services.

L'imputation au redevable du prélèvement

Le prestataire de services établit par véhicule soumis au prélèvement kilométrique, par période de règlement une note, dans laquelle tous les montants dus aux percepteurs de péages respectifs, pour une période de règlement, sont listés et cumulés en une somme totale indiquant le montant dû pour tous les percepteurs de péages pris ensemble.

Chaque somme due à un percepteur de péages donnera lieu soit à un décompte fiscal (« tax statement ») lorsque le prélèvement kilométrique est une taxe, soit à une facture (« fee statement ») lorsque le prélèvement kilométrique est une redevance. Un modèle de décompte et de facture pourra être imposé par le percepteur de péages concerné.

En ce qui concerne la facture, la TVA est également calculée et indiquée. Cette TVA est également mentionnée sur la note mentionnée ci-dessus.

Le prestataire de services générera un aperçu quotidien ("Daily Invoice List") par percepteur de péages et enverra cette liste à chacun des percepteurs de péages.

Pour chaque note envoyée au redevable du prélèvement au nom et pour le compte du percepteur de péages, les données suivantes, pour autant qu'elles soient applicables, seront reprises et remplies dans cet aperçu :

- (i) numéro de note;
- (ii) date de la note;
- (iii) identification du redevable du prélèvement;
- (iv) numéro TVA du redevable du prélèvement;
- (v) adresse du redevable du prélèvement;
- (vi) le code international de la plaque d'immatriculation du véhicule;
- (vii) plaque d'immatriculation du véhicule;
- (viii) service presté;
- (ix) montant du service presté hors TVA;
- (x) TVA;
- (xi) montant du service presté TVA comprise.

3.2.3. Le transfert du prélèvement kilométrique au percepteur de péages

Le prestataire de services est tenu de transférer au percepteur de péages le prélèvement kilométrique dû par le redevable du prélèvement avec lequel il a conclu un contrat de prestation de services, et ce aussi longtemps qu'il n'a pas informé le percepteur de péages de la suspension légitime de l'exécution de ce contrat, conformément au titre II.3.8.1.

Le prestataire de services est tenu de payer au percepteur de péages, dans un délai de quarante-cinq jours calendriers, sans demande de paiement de la part des percepteurs de péages, le prélèvement kilométrique dû par le redevable du prélèvement pour le nombre de kilomètres enregistrés ou les parties de kilomètres enregistrées que le prestataire de services a déclaré. Le délai énoncé commence à courir à compter de la déclaration.

Le caractère incomplet ou l'inexactitude de la déclaration du prestataire de services ne délivre pas le prestataire de services de l'obligation d'y remédier sans délai et de payer le montant total dû de prélèvement kilométrique, comme calculé sur base d'une déclaration complète et correcte, et ce endéans le délai mentionné.

En outre, le prestataire de services fera parvenir par percepteur de péages une liste des notes payées quotidiennement (« Daily Paid Invoice List ») reprenant toutes les notes produites au nom et pour le compte du percepteur de péages et payées la veille sont mentionnées avec les données suivantes:

- (i) numéro de la note;
- (ii) date de la note;
- (iii) identification du redevable du prélèvement;
- (iv) numéro TVA du redevable du prélèvement;
- (v) adresse du redevable du prélèvement;
- (vi) le code international de la plaque d'immatriculation du véhicule;
- (vii) plaque d'immatriculation du véhicule;
- (viii) service presté;
- (ix) montant du service presté hors TVA;
- (x) TVA;
- (xi) montant du service presté TVA comprise;
- (xii) date de paiement de la note.

Enfin, le prestataire de services fait parvenir à chaque percepteur de péages un aperçu quotidien des sommes totales versées à ce percepteur de péages (« Disbursement report »).

Les versements doivent être effectués par le prestataire de services sans frais bancaires à charge du percepteur de péages et ne peuvent être effectués qu'en euros. Tous les frais facturés par l'établissement financier où le percepteur de péages a son compte, sont à charge du percepteur de péages.

À la demande du percepteur de péages le prestataire de services présente toute information, qu'elle qu'en soit la forme, jugée raisonnablement nécessaire à la vérification du transfert du prélèvement kilométrique dû ou l'exactitude des montants déclarés par le prestataire de services.

3.2.4. Intérêts en cas de paiement tardif par le prestataire de services

En cas de paiement tardif, le percepteur de péages a le droit d'imputer des intérêts de retard de 8 % par année sans mise en demeure préalable. Si le paiement n'a pas encore été effectué

après mise en demeure octroyant un délai de paiement supplémentaire de quatorze jours calendriers, le percepteur de péages a le droit de mettre fin au contrat bilatéral avec effet immédiat et sans mise en demeure préalable et/ou de faire appel à la garantie bancaire décrite au titre II.3.4. et/ou de prendre toute autre mesure sur la base du droit belge.

3.3.Rémunérations

3.3.1. Rémunérations fixes au bénéfice de Viapass

Le candidat prestataire de services payera à Viapass les rémunérations fixes, comme déterminées aux titres II.1.2.5. et II.1.3.8., dans le cadre de la procédure d'enregistrement et d'acceptation.

Les rémunérations fixes payées n'entrent pas en ligne de compte pour un remboursement.

3.3.2. Rémunération au bénéfice du prestataire de services

Le percepteur de péages attribue au prestataire de services en compensation pour ses services, un montant comprenant les composants suivants:

- (i) Le premier composant est déterminé par la multiplication d'un pourcentage avec le montant du prélèvement kilométrique que le prestataire de services concerné a versé au percepteur de péages au cours de la période trimestrielle écoulée.

Aucune révision n'est applicable à ce composant.

- (ii) Le deuxième composant est déterminé par la multiplication d'un montant forfaitaire avec le nombre d'OBU actifs du prestataire de services concerné au cours de la période trimestrielle écoulée.

Ce composant est soumis à une révision de prix: à l'issue de chaque période trimestrielle la formule de révision de prix suivante est appliquée sur ce composant:

$$CPI_n / CPI_0$$

Où CPI_n représente la valeur la plus récente de l'indice belge des prix à la consommation pour la date de facturation concernée et CPI_0 l'indice belge des prix à la consommation pour avril 2016.

Le deuxième composant n'est pas dû pour les OBU actifs qui étaient défectueux et ont dû être remplacés au cours de la période trimestrielle.

Le pourcentage mentionné peut varier selon une échelle prédéterminée en fonction du volume total du péage perçu trimestriellement par le prestataire de services dans le cadre du système de prélèvement kilométrique belge.

Le montant forfaitaire mentionné peut varier dans des limites prédéterminées selon la nature, l'ampleur et la qualité des services prestés par le prestataire de services au cours de la période trimestrielle écoulée, influant directement ou indirectement le fonctionnement de ce système de façon positive pour le perceuteur de péages.

L'échelle et les limites mentionnées sont susceptibles de révisions périodiques par les perceuteurs de péages. Aucune révision périodique ne sera appliquée au contrat bilatéral durant les cinq premières années à partir de la date de signature du contrat.

De plus amples informations concernant le pourcentage forfaitaire et le montant forfaitaire mentionnés, seront seulement mises à disposition des prestataires de services enregistrés ayant introduit une demande d'acceptation et ce seulement après la signature de la *letter of intent*.

Cette rémunération sera, le cas échéant, augmentée d'un bonus et/ou diminuée d'un malus et/ou de pénalités conformément au titre II.3.7.

Au plus tard vingt jours ouvrables après la fin de chaque période trimestrielle, le prestataire de services envoie un état récapitulatif au perceuteur de péages. Le prestataire de services établi soigneusement et avec véracité cet état récapitulatif.

L'état récapitulatif contient un relevé de la rémunération. L'état récapitulatif contient également un exposé détaillé de la manière selon laquelle les montants sont déterminés, en ce compris les éventuels bonus, malus et pénalités. L'information contenue dans l'état récapitulatif doit être claire et structurée et s'appuyer sur des données écrites faciles à contrôler. Un état récapitulatif est irrecevable et est considéré comme non-reçu si toute l'information requise n'y figure pas ou si cette information ne satisfait pas au présent titre.

Au plus tard vingt jours ouvrables après réception de l'état récapitulatif par le perceuteur de péages, le perceuteur de péages fera part de ses remarques ou de son approbation au prestataire de services.

L'état récapitulatif est accompagné d'une facture (ou d'une note de crédit dans le cas où il ressort du relevé que le prestataire de services est redevable, au solde, d'un montant au perceuteur de péages).

La rémunération doit être payée par le perceuteur de péages au prestataire de services chaque période trimestrielle et au plus tard cinquante jours calendriers après réception de la facture.

La note de crédit doit, le cas échéant, être payée par le prestataire de services au perceuteur de péages au plus tard trente jours calendriers suivant la réception de ladite note de crédit.

3.3.3. Intérêts en cas de paiement tardif par les s percepteurs de péages

En cas de paiement tardif, le prestataire de services a le droit d'imputer, sans mise en demeure préalable, des intérêts de retard de 8 % par année.

3.4. La garantie

Au moment de la conclusion du contrat bilatéral et pendant toute sa durée, le prestataire de services doit, entre autres comme garantie pour ses obligations de perception et de transfert, présenter, pour chaque percepteur de péages, une garantie sous la forme d'une garantie bancaire abstraite, irrévocable et inconditionnelle, callable à première demande du bénéficiaire, émise par un établissement de crédit d'un état membre de l'Union Européenne disposant au moins d'un rating A (selon Standard & Poors) ou d'un rating A-2 (selon Moody's) (ou rating équivalent), et conforme au modèle repris à l'annexe 6.

Le montant de la garantie est égal au montant mensuel moyen de prélèvement kilométrique que le prestataire de services paie pour le secteur à péage concerné. Le montant est déterminé sur la base du montant total de prélèvement kilométrique que le prestataire de services a payé pour ledit secteur à péage au cours de l'année précédente. Concernant les nouveaux prestataires de services, le montant est basé sur le montant mensuel moyen de prélèvement kilométrique que le prestataire de services s'attend à payer pour le secteur à péage concerné suivant le nombre de contrats et le montant moyen de prélèvement kilométrique par contrat selon des estimations du plan d'entreprise du prestataire de services.

Lorsque selon toute attente raisonnable le montant mensuel moyen de prélèvement kilométrique que le prestataire de services paie pour le secteur à péage visé est égal à zéro, le prestataire de services ne doit pas remettre de garantie bancaire, sous réserve toutefois de réévaluation du montant de la garantie bancaire comme déterminé ci-dessous.

Le prestataire de services doit porter à la connaissance de Viapass, agissant pour le compte des percepteurs de péages, toutes les preuves vérifiables nécessaires et tous les documents nécessaires à la détermination du montant de la garantie bancaire au moment de la conclusion du contrat bilatéral et pour répondre à toutes les questions de Viapass/des percepteurs de péages à ce sujet. Si le prestataire de services ne transmet pas les preuves et documents nécessaires, malgré la demande de Viapass et/ou des percepteurs de péages à cet effet, le montant de la garantie bancaire sera estimé et déterminé de façon discrétionnaire par le percepteur de péages, sur la base du chiffre d'affaires mensuel moyen attendu.

Une fois la garantie bancaire appelée, le prestataire de services doit, endéans les dix jours ouvrables, réapprovisionner la garantie bancaire à hauteur du montant sollicité (sauf en cas de dissolution du contrat bilatéral par le percepteur de péages conformément au titre II.3.5.2).

Le montant de la garantie bancaire est soumis à une réévaluation par le percepteur de péages en fonction des montants mensuels moyens réels de prélèvement kilométrique que le prestataire de services paie au percepteur de péages:

- (i) chaque trimestre pendant la première année du contrat bilatéral; et
- (ii) à la prolongation/au renouvellement/au remplacement de la garantie bancaire, comme déterminé ci-dessous.

S'il ressort de la réévaluation que le montant de la garantie bancaire est trop bas, le prestataire de services s'engage à compléter le montant endéans les quinze jours ouvrables, en l'absence de quoi le percepteur de péages peut mettre fin au contrat bilatéral avec effet immédiat et sans mise en demeure préalable.

S'il ressort de la réévaluation que le montant de la garantie bancaire est trop élevé, le prestataire de services aura le droit de le diminuer (ou de produire une nouvelle garantie correspondant) au montant mensuel moyen de prélèvement kilométrique qu'il paie pour le secteur à péage concerné.

Hormis cette réévaluation, le montant de la garantie bancaire n'est pas soumis à une révision de prix.

Lorsque le prestataire de services est en défaut de paiement, la garantie bancaire couvre ses obligations de paiement sur la base du contrat bilatéral, en ce compris, mais sans s'y limiter:

- (i) le défaut de paiement du prélèvement kilométrique par les redevables du prélèvement jusqu'au moment où le prestataire de services fait part au percepteur de péages de la suspension légitime de l'exécution de son contrat avec le redevable du prélèvement (conformément au titre II.3.8.1.);
- (ii) le risque de perception en cas de liquidation, faillite, discontinuité ou toute autre forme de concours auprès du prestataire de services;
- (iii) mauvaise gestion des flux financiers du prélèvement kilométrique perçus auprès des redevables du prélèvement;
- (iv) le défaut de paiement des malus, des pénalités et des réductions pour points de pénalité conformément au titre II.3.7.

En cas de défaut de paiement par le prestataire de services, le percepteur de péages pourra immédiatement appeler la garantie bancaire, même dans le cas où une mise en demeure a été envoyée et un délai de paiement supplémentaire a été accordé n'ayant pas encore expiré.

Dans le cas et dans la mesure où le percepteur de péages a sollicité la garantie bancaire pour un manque à gagner de prélèvement kilométrique et que ce manque à gagner de prélèvement kilométrique est, par après, malgré tout perçu par le prestataire de services (et effectivement transféré au percepteur de péages), le montant équivalent à ce prélèvement kilométrique récupéré sera remboursé au prestataire de services endéans un délai de cinquante jours calendriers à partir de la réception, par le percepteur de péages, du paiement.

Le percepteur de péages doit dans les dix jours ouvrables après dissolution du contrat bilatéral et sur demande écrite préalable du prestataire de services déclarer à l'établissement de crédit ayant émis la garantie que ladite garantie est échue, et ensuite lui remettre l'original de ladite garantie.

La durée de la garantie bancaire doit être d'au moins treize mois et doit être prolongée/renouvelée/remplacée d'un terme de treize mois au plus tard quatorze jours calendriers avant la fin de chaque terme de treize mois. À la prolongation/au renouvellement/au remplacement du terme de la garantie bancaire, le montant de la garantie bancaire est déterminé sur la base du montant total de prélèvement kilométrique que le prestataire de services a payé durant les douze mois précédents pour le secteur à péage concerné. Si la garantie bancaire n'est pas prolongée/renouvelée/remplacée dans les temps, le perceuteur de péages a le droit d'appeler la garantie bancaire et de conserver le montant reçu comme garantie du respect, par le prestataire de services, de ses obligations de paiement sur base du contrat bilatéral.

En dérogation de ce qui précède, le prestataire de services peut être autorisé, dans le cadre du contrat bilatéral, à présenter, au lieu d'une garantie bancaire par perceuteur de péages, une seule et unique garantie bancaire au bénéfice de tous les perceuteurs de péages du système de prélèvement kilométrique belge pour lesquels une garantie bancaire est requise. Cette garantie bancaire commune est conforme aux mêmes principes et au même modèle qu'énoncés ci-dessus. Le montant de cette garantie bancaire commune sera égal à la somme des montants mensuels moyens de prélèvement kilométrique que le prestataire de services paie pour tous les secteurs à péage du système de prélèvement kilométrique belge pris ensemble. Dans le cas d'une garantie commune, chaque perceuteur de péages pourra appeler la garantie bancaire, dans les limites du montant mensuel moyen de prélèvement kilométrique que le prestataire de services paie pour le secteur à péage du perceuteur de péages concerné, après s'être préalablement enquis de l'avis de Viapass.

3.5. La durée et la fin du contrat bilatéral

3.5.1. Durée et possibilité de dissolution

Le contrat bilatéral entre en vigueur à partir de la date de signature par les parties et est de durée indéterminée.

Il peut être mis fin au contrat bilatéral par le prestataire de services moyennant un préavis de trois mois et au plus tard le dernier jour de chaque mois par le biais d'un pli recommandé à l'attention de chaque perceuteur de péages, dont une copie à l'attention de Viapass.

Les autres parties peuvent mettre fin anticipativement au contrat bilatéral dans les cas mentionnés au titre II.3.5.2.

La décision, par ou à l'encontre d'un des perceuteurs de péages, de mettre fin au contrat bilatéral engendre automatiquement la dissolution du contrat bilatéral à l'égard de toutes les parties.

3.5.2. Dissolution anticipée

Dissolution anticipée par le perceuteur de péages

Le perceuteur de péages a le droit de mettre fin, avec effet immédiat au contrat bilatéral dans les circonstances suivantes:

- (i) si des rémunérations dues ne sont pas payées par le prestataire de services, malgré une mise en demeure formelle par pli recommandé octroyant un délai supplémentaire de quatorze jours calendriers;
- (ii) en cas de manquements répétés au contrat bilatéral dans le chef du prestataire de services, malgré une mise en demeure formelle par pli recommandé octroyant un délai supplémentaire de quatorze jours calendriers pour remédier au(x) manquement(s).

Le percepteur de péages a le droit de mettre fin, avec effet immédiat et sans mise en demeure préalable, au contrat bilatéral dans les circonstances suivantes:

- (iii) en cas de fraude et/ou de manquements graves au contrat bilatéral auxquels le prestataire de services ne remédie pas, malgré l'instruction du percepteur de péages à cet effet ;
- (iv) en cas de force majeure perdurant pendant au moins un mois;
- (v) en cas de retrait de l'enregistrement du prestataire de services;
- (vi) en l'absence de prolongation/renouvellement/remplacement dans les temps et/ou en l'absence de réapprovisionnement dans les temps de la garantie comme déterminé sous le titre II.3.4.;
- (vii) dans les autres circonstances mentionnées dans cette déclaration du secteur à péage.

Si le percepteur de péages a mis fin au contrat bilatéral avec effet immédiat et sans mise en demeure préalable, hormis la dissolution en cas de force majeure, ce percepteur de péages a le droit de refuser la conclusion d'un nouveau contrat bilatéral avec ce prestataire de services ou une personne morale substantiellement identique (en termes d'actionnariat ou de structure de gouvernance) au prestataire de services avec lequel le contrat bilatéral a pris fin, s'il ne peut être prouvé que des mesures correctives fiables ont été prises par le prestataire de services pour garantir que des manquements similaires au contrat bilatéral ne se représenteront plus dans le futur.

La dissolution du contrat bilatéral ne porte pas préjudice aux obligations du prestataire de services décrites sous le titre II.3. concernant le prélèvement kilométrique dû par le redevable du prélèvement pendant toute la durée du contrat bilatéral.

Dissolution anticipée par le percepteur de péages si l'adaptation du système de prélèvement kilométrique n'est pas réalisée à temps

Si le prestataire de services n'adapte pas à temps son système de prélèvement kilométrique après que le système de prélèvement kilométrique ait été adapté dans le secteur à péage, faisant en sorte que le prestataire de services ne peut plus offrir ses services, il sera mis fin, automatiquement et de plein droit, au contrat bilatéral au moment même où le prestataire de services ne peut plus offrir ses services, sauf si le prestataire de services apporte la preuve que le retard ne lui est ni directement ni indirectement imputable.

Dissolution anticipée par le percepteur de péages suite à une décision judiciaire exécutoire

Le percepteur de péages a le droit de mettre fin au contrat bilatéral avec le prestataire de services moyennant un préavis de six mois dans le cas où le prélèvement kilométrique ne peut plus être perçu et recouvert suite à une décision judiciaire exécutoire, sauf dans le cas où cette décision a constaté que l'impossibilité de percevoir et de recouvrir le prélèvement kilométrique est causée par le dol, la faute intentionnelle ou la faute grave du percepteur de péages.

Dans le cas où le percepteur de péages ne respecte pas en tout ou en partie ce délai de préavis de six mois, le prestataire de services a droit à une rémunération forfaitaire calculée au *pro rata*, qui est d'un montant égal à la rémunération moyenne par mois calculée sur une période d'un an (ou de la période écoulée dans le cas où le contrat bilatéral est en exécution depuis moins d'une année) précédant la date de dissolution. Ce montant est ensuite multiplié par la durée de la période de préavis (calculée autant que possible en mois complets et du reste en jours) qui n'est pas respectée par le percepteur de péages. Si le contrat bilatéral est en exécution depuis moins d'un an au moment de la dissolution, il faut tenir compte de la rémunération moyenne durant la période écoulée du contrat bilatéral.

Indemnité en cas d'arrêt du système de prélèvement kilométrique

Le (candidat) prestataire de services n'a le droit d'exiger une indemnité des percepteurs de péages et de la Région wallonne qu'en cas d'arrêt du système de prélèvement kilométrique endéans une période de trois ans à compter du moment où le (candidat) prestataire de services a fait sa demande d'enregistrement ou d'acceptation (dans le cas où il est enregistré en tant que prestataire de services de SET dans un autre état membre de l'Union Européenne), et moyennant la preuve d'une faute extracontractuelle ou d'une faute contractuelle dans le chef d'un ou plusieurs percepteurs de péages et/ou de la Région wallonne en lien de causalité avec le dommage prouvé par le (candidat) prestataire de services suite à l'arrêt du système de prélèvement kilométrique. Au cas où une responsabilité est retenue, la responsabilité totale de l'ensemble des percepteurs de péages et de la Région wallonne en cas d'arrêt sera de toute façon limitée à un montant de EUR 5.000.000.

Le (candidat) prestataire de services n'a pas le droit d'exiger une indemnité des percepteurs de péages et de la Région wallonne en cas d'arrêt du système de prélèvement kilométrique à la suite de force majeure et/ou à la suite d'une décision judiciaire exécutoire (sauf si cette décision a constaté que l'impossibilité de percevoir et de recouvrir le prélèvement kilométrique est causée par une faute grave du percepteur de péages auquel cas l'alinéa précédent s'applique).

Les percepteurs de péages ne peuvent de toute façon pas être tenus solidairement responsables, ni les uns avec les autres, ni ensemble avec la Région wallonne.

Obligation d'information

Dans le cas de la dissolution de son contrat bilatéral ou d'arrêt du système de prélèvement kilométrique, le prestataire de services s'engage à informer à temps les redevables du prélèvement qu'ils n'ont plus le droit d'utiliser les services de ce prestataire de services par le biais de leur OBU. Le percepteur de péages ne sera pas responsable de la perte ou du dommage encouru par les redevables du prélèvement du prestataire de services suite à la dissolution du contrat bilatéral.

Dissolution anticipée par le prestataire de services

Le prestataire de services a le droit de mettre fin, avec effet immédiat, au contrat bilatéral dans les circonstances suivantes:

- (i) en cas de manquements répétés au contrat bilatéral dans le chef du percepteur de péages, malgré une mise en demeure formelle par pli recommandé octroyant un délai supplémentaire de quatorze jours calendriers pour remédier au(x) manquement(s);

Le prestataire de services a le droit de mettre fin avec effet immédiat et sans mise en demeure préalable au contrat bilatéral dans les circonstances suivantes:

- (ii) en cas de fraude et/ou de manquements graves au contrat bilatéral auxquels le percepteur de péages ne remédie pas, malgré l'instruction du prestataire de services à cet effet;
- (iii) en cas de force majeure perdurant pendant au moins un mois;
- (iv) dans les autres circonstances mentionnées dans cette déclaration du secteur à péage.

3.6. La responsabilité

3.6.1. Généralités

Les dispositions de ce titre II.3.6. relatives au percepteur de péages s'appliquent *mutatis mutandis* à la Région wallonne.

Sauf dérogation dans la réglementation applicable, dans la présente déclaration du secteur à péage ou dans le contrat bilatéral, le prestataire de services et le percepteur de péages sont responsables l'un vis-à-vis de l'autre sur la base des principes généraux du droit belge.

Les percepteurs de péages ne peuvent de toute façon pas être tenus solidairement responsables, ni les uns avec les autres, ni ensemble avec la Région wallonne et/ou Viapass.

3.6.2. Limitation de responsabilité du percepteur de péages

Sauf en cas de fraude ou de faute intentionnelle, la responsabilité totale de chaque percepteur de péages vis-à-vis du prestataire de services sur la base de sa responsabilité autant contractuelle, extracontractuelle, que précontractuelle à compter de la demande d'enregistrement et/ou d'acceptation jusqu'à la fin du contrat bilatéral, est limitée à un montant de EUR 500.000.

Sauf en cas de fraude ou de faute intentionnelle, la responsabilité totale de Viapass vis-à-vis du prestataire de services sur la base de sa responsabilité autant contractuelle, extracontractuelle, que précontractuelle à compter de la demande d'enregistrement et/ou d'acceptation jusqu'à la fin du contrat bilatéral, est limitée à un montant de EUR 100.000.

3.6.3. Garantie du prestataire de services

Le prestataire de services doit, pour autant que les prétentions et/ou amendes ne soient pas les conséquences d'un manquement directement imputable au percepteur de péages et/ou à Viapass, garantir et dédommager le percepteur de péages et Viapass concernant:

- (i) les prétentions de tiers visant la réparation du dommage subi suite à un manquement ou un fait dommageable du prestataire de services, ses préposés et/ou représentants;
- (ii) les prétentions de tiers concernant le manquement imputable au prestataire de services;
- (iii) les amendes imposées au percepteur de péages par une instance compétente à cette fin, qui est la conséquence d'un manquement imputable au prestataire de services;
- (iv) les coûts des procédures contentieuses menées par des tiers contre le(s) percepteur(s) de péages et/ou Viapass pour des manquements ou des faits dommageables du prestataire de services, ses préposés et/ou représentants.

Cette garantie et ce dédommagement par le prestataire de services n'a pas trait aux prétentions de tiers basées sur le contrat conclu entre ces tiers et le percepteur de péages ou Viapass.

Pour le bon ordre, il est précisé que le percepteur de péages ou Viapass n'est pas compris dans la signification du terme "tiers" au sens du présent titre.

Pour éviter toute confusion, il est précisé que les redevables du prélèvement avec lesquels le prestataire de services a conclu un contrat de prestation de services sont bien des « tiers » au sens du présent titre.

3.7. Le système de pénalités

3.7.1. Key Performance Indicators (KPI)

Le prestataire de services se verra accorder un bonus ou imputer un malus dépendant, pour chaque période trimestrielle, des mesures des prestations réelles du prestataire de services comme déterminé à l'*annexe 8*.

Les KPI sont énumérés à l'*annexe 7*.

Seul le KPI mentionné au point 1.2.1 de l'*annexe 7* peut donner lieu autant à un bonus qu'à un malus, alors que les autres KPI de l'*annexe* peuvent seulement donner lieu à un malus.

Le bonus et les malus sont mentionnés à l'*annexe 7*.

3.7.2. Pénalités pour violation des exigences techniques

Le prestataire de services est tenu de respecter les exigences techniques déterminées à l'*annexe 7*, en l'absence de quoi les pénalités mentionnées à cette annexe sont applicables.

Si aucune pénalité n'est déterminée, le prestataire de services pourra néanmoins être tenu responsable selon les règles du droit commun belge.

3.7.3. Points de pénalité et réduction pour points de pénalité

Points de pénalité (PP)

En cas d'évènement ou de circonstance (sauf en cas de force majeure) qui tombe sous une catégorie citée dans le tableau repris en *annexe 9*, Viapass agissant pour le percepteur de péages peut fixer les points de pénalité (points de pénalité ou PP) repris dans ce tableau concernant la catégorie correspondante. Si le percepteur de péages décide de fixer des points de pénalité, il est tenu de constater le nombre cité dans le tableau pour la catégorie concernée, ni plus ni moins, et ce de manière exhaustive.

La constatation par le percepteur de péages de l'évènement ou de la circonstance qui donne lieu à des points de pénalité s'effectue au moyen d'un procès-verbal daté et signé, dont une copie est communiquée endéans les deux jours ouvrables au prestataire de services par e-mail, confirmé par lettre recommandée à la poste.

Si l'évènement ou la circonstance conduit à la fixation de 25 points de pénalité, il faut y remédier dans les 24 heures après la constatation par procès-verbal.

Si l'évènement ou la circonstance conduit à la fixation d'un maximum de 5 points de pénalité, le percepteur de péages adressera d'abord un avertissement écrit au prestataire de services.

Si le prestataire ne remédie pas à l'évènement ou à la circonstance (sans qu'il ne soit question de force majeure) dans les quinze jours calendriers qui suivent cet avertissement pour des événements ou circonstances qui conduisent à la fixation de moins de 5 points de pénalité (en l'occurrence 1, 2 ou 3) et dans les cinq jours calendriers suivant cet avertissement pour des événements qui conduisent à la fixation de 5 points de pénalité, suit une constatation par procès-verbal conformément au présent titre.

Si un évènement ou une circonstance pour lequel ou laquelle des points de pénalité sont fixés ou pour lequel ou laquelle un avertissement écrit est donné se répète dans la même période de paiement ou la suivante, le percepteur de péages peut à nouveau fixer le même nombre de points de pénalité :

- (i) sans avertissement préalable; ou

- (ii) fixer immédiatement des points de pénalité sans avertissement écrit, dans le cas où aucun point de pénalité n'avait encore été fixé pour l'événement ou la circonstance précédente;
- (iii) majoré d'un point de pénalité la première fois, deux points de pénalité la deuxième fois, etc. jusqu'à un maximum de dix points de pénalité additionnels.

Si un événement ou une circonstance cité(e) dans le tableau persistait pendant plus d'une semaine après le délai d'avertissement de respectivement quinze ou cinq jours calendriers, le percepteur de péages peut fixer 1 point de pénalité additionnel pour chaque semaine entamée pendant laquelle cet événement ou cette circonstance perdure au-delà de cette semaine, jusqu'à un maximum de 10 points de pénalité additionnels.

En cas de doute sur la qualification de l'événement ou de la circonstance, le percepteur de péages a le droit d'appliquer la qualification avec le nombre de points de pénalité le plus élevé. Si un événement ou une circonstance tombe dans plus d'une catégorie, la catégorie avec le nombre le plus élevé de points de pénalité devra être appliquée.

Si un événement ou une circonstance ayant le caractère d'une négligence administrative est sanctionné(e) par une amende sur la base d'une disposition ayant force de loi ou d'une disposition réglementaire, les points de pénalité sont diminués du montant de l'amende effectivement infligée et payée. Le prestataire de services est tenu de fournir la preuve de l'imposition et du paiement effectif de l'amende administrative. Le nombre ainsi obtenu de points de pénalité ne peut jamais être inférieur à zéro.

L'imposition de points de pénalité ne porte pas préjudice à l'obligation du prestataire de services de réparer aussi vite que possible les manquements qui lui sont imputables, dans le cas où la réparation serait en tant que telle possible.

Les actes posés conformément aux instructions du percepteur de péages ne donnent pas lieu à l'application de points de pénalité.

Calcul de la réduction pour points de pénalité

La réduction suite à l'application de points de pénalité est égale à EUR 5.000 fois les points de pénalité (PP) qui sont fixés au cours d'une certaine période trimestrielle. Le montant de EUR 5.000 est indexé sur base de la formule suivante:

$$CPI_n / CPI_0$$

Où CPI_n représente la valeur la plus récente de l'indice belge des prix à la consommation pour la date de facturation concernée et CPI_0 l'indice belge des prix à la consommation pour avril 2016.

Si le nombre de points de pénalité (PP) fixés au cours de la période trimestrielle concernée est égal ou inférieur à 4, la réduction pour points de pénalité est égale à zéro.

Assistance ou représentation par Viapass

Le percepteur de péages peut se faire assister ou représenter par Viapass dans l'exercice des droits et obligations mentionnés sous le présent titre II.3.7.

3.8. Blocage des redevables du prélèvement – *black list* et *white list*

3.8.1. Blocage des redevables du prélèvement – *black list*

Le prestataire de services n'a le droit de suspendre son contrat avec le redevable du prélèvement que dans le cas où:

- (i) le redevable du prélèvement ne satisfait pas à ses obligations de paiement à l'égard du prestataire de services telles que déterminées dans le contrat entre le prestataire de services et le redevable du prélèvement;
- (ii) le cas échéant, le redevable du prélèvement n'a pas mis à disposition de moyen de paiement garanti ou de moyen de paiement garanti suffisant;
- (iii) le redevable du prélèvement fait un usage de l'OBUE qui est contraire au mode d'emploi mis à disposition par le prestataire de services;
- (iv) le redevable du prélèvement néglige de signaler au prestataire de services un défaut à l'OBUE;
- (v) le redevable du prélèvement ne suit pas les instructions du prestataire de services en vue du remplacement ou de la réparation d'un OBUE défectueux.

Le prestataire de services informe à ses propres frais et à ses propres risques immédiatement le redevable du prélèvement de la suspension de l'exécution du contrat.

Le prestataire de services est également tenu d'envoyer aux percepteurs de péages et à la Région wallonne dans les plus brefs délais, au moins une fois par période de vingt-quatre heures, à ses propres frais et à ses propres risques, une liste électronique avec laquelle il fait part de tous les redevables du prélèvement dont le contrat de prestation de services a été suspendu (ci-après, la « *black list* »). Le format de cette *black list* sera mis à disposition par Viapass. Si l'envoi de la *black list* actualisée dans les vingt-quatre heures n'est pas possible, les données modifiées doivent être transmises endéans ces vingt-quatre heures par e-mail et/ou par fax.

Les données reprises sur la *black list* seront envoyées aux percepteurs de péages et à la Région wallonne. Les risques et coûts afférents au transfert de ces données sont à charge du prestataire de services. Le percepteur de péages est obligé d'accepter les données transférées. La *black list* est établie selon un respect strict de la législation et des droits à la vie privée, comme déterminé au titre II.3.10.

À condition que le redevable du prélèvement soit mentionné sur la *black list* et que la *black list* ait été envoyée, sous forme incrémentale ou pas, au percepteur de péages et à la Région wallonne conformément à la déclaration du secteur à péage, le prestataire de services n'est plus responsable du prélèvement kilométrique découlant du contrat de prestation de services avec le redevable du prélèvement qui a été suspendu. Le prélèvement kilométrique est alors directement

recouvrable auprès du redevable du prélèvement et le percepteur de péages doit s'adresser directement au redevable du prélèvement pour obtenir paiement.

Si les données de la *black list* ne peuvent pas être mises à disposition par le prestataire de services pour cause de raisons techniques ou d'autres raisons, la *black list* qui est déjà applicable à ce moment-là, reste d'application.

Le prestataire de services ne peut invoquer aucun manquement des percepteurs de péages, de ses co-contractants ou de tiers, dans le but de ne pas respecter son obligation d'envoi d'une *black list* actualisée au moins une fois par période de vingt-quatre heures, ou encore, en cas d'impossibilité, son obligation d'envoi, par e-mail et/ou par fax, des données modifiées. Le prestataire de services est seulement libéré de ces obligations en cas de force majeure (comportant, uniquement pour les besoins du présent paragraphe, les manquements de tiers pour lesquels le prestataire de services n'est pas responsable) et/ou manquement du prestataire de services, durant au moins le temps d'une période de vingt-quatre heures et rendant impossible l'actualisation de la *black list* et/ou la communication par e-mail ou par fax, au percepteur de péages, des données modifiées par le prestataire de services.

3.8.2. *White list*

Le prestataire de services informe à ses propres frais et à ses propres risques au moins une fois par période de vingt-quatre heures chaque percepteur de péages et la Région wallonne des ajouts et des suppressions de données de la liste électronique (nommée *white list*) conformément au format qui sera mis à disposition par Viapass. Cette liste contient de l'information concernant les contrats avec les redevables du prélèvement en vue d'effectuer des contrôles par sondage concernant les redevables du prélèvement et les véhicules utilisant le secteur à péage de façon non-autorisée et/ou ne s'acquittant pas ou pas complètement du prélèvement kilométrique dû (ci-après, fraudeur du prélèvement kilométrique). La *white list* (et les ajouts et suppressions y afférents) est (sont) établie (établis) selon un respect strict de la législation et des droits à la vie privée, comme cela est déterminé au titre II.3.10., toutefois compte tenu du fait que la *white list* doit au moins mentionner le nom et le domicile ou le siège social de chaque redevable du prélèvement enregistré.

Le prestataire de services est obligé d'actualiser la *white list* selon un schéma déterminé par Viapass et est responsable de l'exactitude et du caractère complet de la liste. Le percepteur de péages et la Région wallonne ne sont pas obligés de contrôler l'exactitude et le caractère complet des données reprises sur la *white list*.

La mention d'un véhicule sur la *white list* n'est qu'indicative et ne constitue pas une preuve irréfragable d'accès légitime du redevable du prélèvement au système de prélèvement kilométrique.

3.9. Principes de contrôle

3.9.1. Généralités

Le prestataire de services est tenu de coopérer avec le percepteur de péages et la Région wallonne pour garantir que les dispositions applicables seront respectées par les redevables du prélèvement, entre autres en respectant les obligations du présent titre.

En cas d'introduction d'une procédure judiciaire à l'encontre du redevable du prélèvement pour défaut de paiement du prélèvement kilométrique dû, le prestataire de services est obligé d'apporter assistance aux percepteurs de péages et à la Région wallonne à sa première demande, comme par exemple, mais sans s'y limiter, la communication du nom, de l'adresse et /ou du domicile/siège social du redevable du prélèvement et, le cas échéant, les raisons de la suspension ou de la dissolution du contrat de prestation de services avec ce redevable du prélèvement.

Dans le cas où les percepteurs de péages et/ou la Région wallonne sont confrontés à un fraudeur du prélèvement kilométrique, les cas de figure suivants sont à distinguer :

3.9.2. Suspension du contrat de prestation de services, mention sur la *black list* et communication de la *black list* aux percepteurs de péages et à la Région wallonne

Le prestataire de services n'est plus responsable pour le prélèvement kilométrique qui découle de son contrat avec le redevable du prélèvement, aux conditions cumulatives que (i) le prestataire de services ait suspendu son contrat avec le redevable du prélèvement, (ii) que ce redevable soit mentionné sur la *black list* et (iii) que la *black list* ait été envoyée au percepteur de péages et à la Région wallonne conformément à cette déclaration du secteur à péage. Le prélèvement kilométrique, pour les kilomètres enregistrés à partir du lendemain du jour où les trois conditions sont réunies, est alors directement recouvrable auprès du redevable du prélèvement et le percepteur de péages doit s'adresser directement au redevable du prélèvement pour obtenir paiement.

Dans ce cas, le prestataire de services ne sera pas obligé de payer le prélèvement kilométrique non-payé.

Les éventuelles amendes seront directement recouvertes par les Régions respectives auprès du fraudeur du prélèvement kilométrique.

Dans ce cas et autant que techniquement possible, le prestataire de service reste tenu d'effectuer quotidiennement une déclaration (différente du « daily toll statement ») concernant les kilomètres ou parties de kilomètres qui ont été enregistrés au sein du secteur à péage par le véhicule concerné par la présente disposition.

3.9.3. Autres cas

Lorsque les percepteurs de péages et/ou la Région wallonne informent le prestataire de services de la violation du prélèvement kilométrique par le redevable du prélèvement, le prestataire de services payera le prélèvement kilométrique dû par le redevable du prélèvement au percepteur de péages aussi longtemps que le percepteur de péages peut prouver que le prélèvement kilométrique n'a pas été correctement payé et que le prestataire de services ne satisfait pas aux conditions énumérées sous le titre II.3.9.2. susmentionné.

Les éventuelles amendes seront toutefois directement recouvertes par les Régions respectives auprès du redevable du prélèvement.

3.10. La protection des données

Le prestataire de services garantit que, lors du traitement des données des redevables du prélèvement belge effectué par lui-même ou par d'autres auxquels il fait appel, ces données seront enregistrées et gérées de telle sorte que soient respectés les droits à la vie privée et toute la réglementation actuelle et future applicable, dont, mais sans s'y limiter, la directive 95/46/CE du Parlement Européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et la directive 2002/58/CE concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive vie privée et communications électroniques) et leurs dispositions de transposition respectives.

Le prestataire de services fournira, si nécessaire, dans le cadre du contrat bilatéral et dans le cadre de sa relation contractuelle avec les redevables du prélèvement, assistance au percepteur de péages et à la Région wallonne, afin de lui permettre de se conformer à la législation applicable relative à la protection des données. Dans le cadre de cette assistance, le prestataire de services (i) anticipera, se montrera proactif à l'égard du percepteur de péages et la Région wallonne et les informera des questions concernant la législation applicable relative à la protection des données et (ii) il répondra aux questions des autorités chargées de la protection des données.

Le prestataire de services doit:

- (i) prendre les mesures techniques et organisationnelles adéquates en vue de protéger les données à caractère personnel contre toute destruction (accidentelle ou illicite), perte, falsification, divulgation ou accès non-autorisé et contre toute autre forme de traitement illicite. De telles mesures devront garantir un niveau de sécurité adéquat et élevé compte tenu de l'état de la technique et le coût de leur mise en œuvre, compte tenu également du nombre et de la nature des données à protéger et des risques potentiels. Les mesures techniques et organisationnelles seront régulièrement révisées par le prestataire de services et dès que cela est nécessaire eu égard à l'état de la technique (les normes industrielles habituelles), une nouvelle réglementation ou toute autre cause de telle sorte

qu'une révision s'impose, et il révisera les mesures techniques et organisationnelles immédiatement lorsque cela est exigé par des incidents potentiels.

- (ii) corriger immédiatement d'éventuelles erreurs ou inexactitudes contenues dans les données à caractère personnel et causées par le traitement, et ce dès qu'il prend connaissance de telles erreurs ou inexactitudes, indépendamment que celles-ci aient été causées par le prestataire de services, les éventuels sous-traitants ou le percepteur de péages et la Région wallonne.
- (iii) mettre les équipements qu'il utilise pour le traitement à disposition pour un audit à réaliser par un expert impartial et indépendant qualifié et offrir toute l'assistance dont le percepteur de péages a besoin pour un tel audit. S'il ressort de cet audit que le prestataire de services a manqué à l'une de ses obligations en matière de protection des données, le prestataire de services doit rectifier ce manquement endéans les cinq jours ouvrables.

Le prestataire de services transmettra par écrit, sur demande du percepteur de péages, toute l'information dont le percepteur de péages et la Région wallonne ont besoin pour la préparation des déclarations et pour l'obtention et la conservation des autorisations nécessaires à la mise en œuvre du prélèvement kilométrique, comme par exemple l'autorisation du comité sectoriel compétent afin d'avoir accès à certaines banques de données.

Le prestataire de services s'engage à désigner un *data processing officer* qui agira en tant que personne de contact spécifique à l'égard du percepteur de péages et de la Région wallonne, pour toutes les questions concernant la protection des données.

Le prestataire de services s'engage à éviter tout dommage éventuel aux percepteurs de péages, la Région wallonne et à des tiers et s'engage à garantir et dédommager les percepteurs de péages et la Région wallonne pour tout dommage possible que ceux-ci subissent ou ont subi du fait de plaintes, revendications et procédures introduites contre le percepteur de péages et/ou la Région wallonne (i) concernant le traitement des données à caractère personnel par le prestataire de services (en ce compris les personnes agissant sous son autorité) et/ou ses sous-traitants, ou (ii) suite à la violation par le prestataire de services (en ce compris les personnes agissant sous son autorité et/ou ses sous-traitants) de la législation applicable relative à la protection des données ou de la déclaration du secteur à péage et les dispositions du contrat bilatéral.

L'obligation d'indemnisation comprend tous les dommages, dont, mais pas seulement, les dommages liés à la perte de revenus (avec ou sans effet rétroactif) suite à des ajustements ou des remplacements du système ou d'une partie de celui-ci qui découlent de décisions judiciaires défavorables et de dommage à la réputation du percepteur de péages et/ou de la Région wallonne.

3.11. Monitoring

3.11.1. Contrôle des opérations du prestataire de services

Le percepteur de péages se réserve le droit de contrôler à tout moment les opérations du prestataire de services quant à leur conformité aux obligations sur base du contrat bilatéral, et ce lorsque ces opérations concernent les redevables du système de prélèvement kilométrique belge.

Pour ce faire, le percepteur de péages dispose du droit d'inspecter ou de faire inspecter à tout moment le prestataire de services en vue de savoir s'il respecte ses obligations découlant du contrat bilatéral. Il peut autant s'agir d'inspections annoncées que d'inspections inopinées.

Sur demande, le prestataire de services doit fournir à la partie assurant l'inspection l'accès aux locaux où est exécuté le contrat bilatéral, et la munir de toute l'information que cette partie jugera nécessaire pour les besoins de l'inspection. Le prestataire de services peut assister à l'inspection.

Sans préjudice de l'obligation générale du percepteur de péages d'agir de façon raisonnable et diligente, les inspections (annoncées ou inopinées):

- (i) peuvent seulement être réalisées pendant les heures de travail et ne peuvent pas entraver déraisonnablement le fonctionnement du système de prélèvement kilométrique;
- (ii) ne peuvent être réalisées que par les experts dont les noms sont attachés en annexe du contrat bilatéral; et
- (iii) doivent être réalisées conformément aux procédures d'accès et de sécurité habituelles, n'entravant pas ni une inspection de bonne qualité, ni, si applicable, la confidentialité des données pertinentes.

Le prestataire de services transmettra au percepteur de péages, à sa première demande, une copie des contrats de prestation de services qu'il a conclus avec les redevables du prélèvement.

Les percepteurs de péages et la Région wallonne ont le droit d'exiger du prestataire de services qu'il présente les documents de véhicule des redevables du prélèvement avec lesquels il a conclu un contrat de prestation de services, documents desquels ressort la classe d'émission EURO et le poids total en charge autorisé du véhicule, et ce afin de contrôler si la classe d'émission EURO et le poids total en charge autorisé utilisés par le prestataire de services pour la détermination du tarif de prélèvement kilométrique applicable, sont bien en adéquation avec la réelle classe d'émission EURO et/ou le réel poids total en charge autorisé ressortant des documents de véhicule concernés.

3.11.2. Tests du système de prélèvement kilométrique

Le percepteur de péages a le droit d'exiger la coopération du prestataire de services afin de procéder à des tests poussés du système de prélèvement kilométrique, de façon inopinée, et par

lesquels des véhicules qui roulent ou ont roulé dans le secteur à péage du percepteur de péages sont contrôlés. Le nombre de véhicules qui sera soumis annuellement à de tels tests concernant un prestataire de services spécifique est proportionnel à la circulation annuelle moyenne ou aux estimations annuelles moyennes de la circulation faites par le prestataire de services pour le secteur à péage du percepteur de péages.

3.11.3. La mesure des Key Performance Indicators

Pendant la phase opérationnelle, le prestataire de services est tenu de contrôler la qualité de ses services et de transmettre des rapports à ce sujet au percepteur de péages. Le prestataire de services doit rédiger sur base trimestrielle un rapport sur les mesures des KPI. La description de la procédure à suivre pour la mesure des KPI est reprise à l'annexe 8.

3.11.4. Assistance ou représentation par Viapass

Le percepteur de péages peut se faire assister ou représenter par Viapass pour l'exercice des droits et obligations mentionnées sous le présent titre 3.11.

3.12. Droits de propriété intellectuelle

Les dispositions concernant les droits de propriété intellectuelle sont reprises à l'annexe 10.

3.13. Confidentialité

3.13.1. Généralités

Les dispositions de ce titre 3.13. relatives au percepteur de péages s'appliquent *mutatis mutandis* à la Région wallonne.

Pour les besoins de cette déclaration du secteur à péage, est entendu par information confidentielle : (i) toute l'information échangée, qu'elle qu'en soit la manière, entre le candidat prestataire de services, le percepteur de péages et Viapass au cours de la procédure d'enregistrement et d'acceptation, et qui, au moment de cette communication, ne revêt pas un caractère public; (ii) le contenu (mais pas l'existence) des négociations portant sur le contrat bilatéral, le contenu (mais pas l'existence) du contrat bilatéral et toute l'information y afférent qui par nature revêt un caractère confidentiel, comme des documents, fichiers d'ordinateur, cahiers des charges, formules, évaluations, méthodes, processus, descriptions techniques, rapports et autres données, fichiers, dessins, modèles et calculs.

Le prestataire de services, respectivement le percepteur de péages et Viapass, ne sont pas autorisés, sauf autorisation écrite et préalable du percepteur de péages et Viapass, respectivement du prestataire de services, à, soit directement, soit indirectement, comme par le biais d'un intermédiaire ou moyennant une personne morale dans laquelle le prestataire de services ou le percepteur de péages et Viapass sont actionnaires ou administrateurs ou à laquelle ils sont liés de quelque manière que ce soit :

a) Utiliser ne serait-ce qu'une partie de l'information confidentielle à une autre fin que celle de la procédure d'enregistrement/d'acceptation, ou à une autre fin que les négociations portant sur ou l'exécution du contrat bilatéral;

b) Divulguer ne serait-ce qu'une partie de l'information confidentielle à des tiers, autres que les personnes (morales) qui, dans le chef de leur fonction au sein de, leur relation professionnelle avec ou leur relation contractuelle directe ou indirecte avec le prestataire de services ou le percepteur de péages et Viapass, doivent raisonnablement avoir accès à l'information confidentielle (ci-après "les représentants"). Dans la mesure où ces représentants ne sont pas, dans le chef de leur activité professionnelle, liés par un secret professionnel et par conséquent une obligation professionnelle de ne pas divulguer ladite information confidentielle, ces représentants doivent déclarer explicitement et par écrit être liés par les conditions de ce titre. Le prestataire de services, respectivement le percepteur de péages et Viapass, s'assurent que les représentants qu'ils impliqueront dans la procédure d'enregistrement et/ou d'acceptation et dans l'exécution du contrat bilatéral, respecteront les obligations comprises dans ce titre.

Sans préjudice de ce qui précède, le prestataire de services et le percepteur de péages et Viapass prendront toutes les mesures nécessaires ou utiles pour empêcher la divulgation de l'information confidentielle contraire à ce titre et le prestataire de services et le percepteur de péages prendront toutes les mesures nécessaires ou utiles pour garantir le respect des conditions du présent titre par chacun d'eux et leurs représentants.

3.13.2. Exceptions

L'obligation de confidentialité applicable à l'information confidentielle ne sera pas applicable dans le cas où cela concerne de l'information qui:

- (i) est arrivée ou arrive dans le domaine public sans que cela soit la conséquence d'une divulgation non-permise de cette information par le prestataire de services ou le percepteur de péages et Viapass ou par une personne à laquelle l'un d'entre eux a mis à disposition cette information;
- (ii) était déjà portée à la connaissance du prestataire de services ou du percepteur de péages et/ou Viapass au moment où l'information lui est divulguée;
- (iii) est procurée à l'un d'entre eux sur base non-confidentielle par un tiers qui détient de façon légitime cette information et est habilité à divulguer une telle information
- (iv) est soumise à l'obligation d'être publiée:
 - i. sur la base de réglementation (autre que sur base de la réglementation relative à la publicité de l'administration);
 - ii. dans le cadre de la tutelle administrative ou du contrôle parlementaire;
 - iii. sur base d'une décision judiciaire.

Sauf dans les cas visés ci-dessus, le prestataire de services doit consulter le percepteur de péages et Viapass avant de divulguer l'information confidentielle.

3.13.3. Procédure de divulgation de l'information confidentielle

Dans le cas où la divulgation de l'information confidentielle par le prestataire de services ou le percepteur de péages et Viapass est requise sur base de réglementation, dans le cadre de la tutelle administrative ou du contrôle parlementaire ou sur la base d'une décision judiciaire, le prestataire de services ou le percepteur de péages et Viapass mettra, dans la mesure du possible, le percepteur de péages et Viapass, respectivement le prestataire de services, préalablement à la divulgation, immédiatement et par écrit au courant de cette obligation, ainsi que des documents qui doivent être publiés. Le prestataire de services et le percepteur de péages et Viapass délibéreront du timing et du contenu de cette divulgation.

Préalablement à la divulgation d'information confidentielle, le prestataire de services ou le percepteur de péages et Viapass doit:

- (i) informer l'autre partie par écrit et le plus rapidement possible de l'information confidentielle que sera divulguée, avant la divulgation de l'information concernée
- (ii) seulement fournir la partie d'information requise par la réglementation, la tutelle administrative, le contrôle parlementaire ou la décision judiciaire
- (iii) s'efforcer d'obtenir une garantie fiable que l'information confidentielle sera traitée de façon confidentielle.

3.13.4. Durée de la confidentialité

Les obligations déterminées dans ce titre II.3.13. valent pour une période de vingt-quatre mois à compter de la *letter of intent*, sauf clause contraire et explicite dans le contrat bilatéral.

3.14. Modifications

Le prestataire de services est tenu d'ajuster, à ses propres frais pour autant que ceux-ci soient raisonnables (et sous réserve de ce qui sera dit au point 3.14.3.), son système de prélèvement kilométrique au système de prélèvement kilométrique du percepteur de péages à la suite d'une modification du système de prélèvement kilométrique (point 3.14.1. ci-après), de la déclaration du secteur à péage (point 3.14.2. ci-après) et du prélèvement kilométrique (point 3.14.3. ci-après).

Le prestataire de services est tenu d'ajuster son système de prélèvement kilométrique au plus tard à la date de l'entrée en vigueur de la modification en question telle que notifiée par le percepteur de péage comme précisé aux points 3.14.1 à 3.14.3.

Pour chaque jour calendrier de retard à compter de cette date d'entrée en vigueur, le prestataire de services sera redevable de dommages et intérêts forfaitaires de 20.000 euros par jour calendrier de retard, où chaque jour entamé est considéré comme un jour de retard, nonobstant le droit du percepteur de péages à réclamer des dommages et intérêts relatifs au dommage plus

élevé qu'il subirait suite à ce retard. Ces dommages et intérêts forfaitaires ne sont pas dus par le prestataire de services qui apporte la preuve que le retard ne lui est ni directement, ni indirectement imputable.

Un retard de plus de 15 jours calendriers à compter de cette date d'entrée en vigueur, directement ou indirectement imputable au prestataire de services, est considéré comme en manquement grave au contrat bilatéral auquel le prestataire de services ne remédie pas au sens du point 3.5.2. (iii), justifiant la dissolution immédiate et sans mise en demeure préalable dudit contrat bilatéral. Cela s'applique sans préjudice du droit du percepteur de péages à invoquer le manquement grave du prestataire de services à partir du premier jour de retard, justifiant la dissolution immédiate du contrat bilatéral.

3.14.1. Modifications du système de prélèvement kilométrique

Le prestataire de services est tenu d'ajuster, à ses propres frais pour autant que ceux-ci soient raisonnables, son système de prélèvement kilométrique au système de prélèvement kilométrique du percepteur de péages (par exemple: modifications concernant la technologie appliquée pour le prélèvement kilométrique).

Le percepteur de péages notifiera au prestataire de services les modifications spécifiques du prélèvement kilométrique dans un délai raisonnable et d'au moins trois mois avant la mise en œuvre des modifications.

Le percepteur de péages indique dans cette notification le délai dans lequel le prestataire de services devra s'être adapté, compte tenu de la période de tests minimum d'un mois qui devra précéder la mise en service de l'adaptation.

Le percepteur de péages ne peut en aucun cas être tenu responsable par le prestataire de services en cas de modifications au système de prélèvement kilométrique à propos desquelles le prestataire de services a été informé à temps, conformément au paragraphe précédent.

3.14.2. Modifications de la déclaration du secteur à péage

Le percepteur de péages a le droit de modifier à tout moment les conditions générales énoncées dans la présente déclaration du secteur à péage ainsi que tout autre disposition de cette déclaration.

Ces modifications seront portées à l'attention du prestataire de services par écrit dans un délai raisonnable et au moins un mois avant leur entrée en vigueur.

3.14.3. Modification du prélèvement kilométrique

Le percepteur de péages a également le droit de modifier les tarifs applicables (i.e. le tarif de base et/ou les paramètres) et le secteur à péages (par exemple : les routes, zones tarifaires ou

sections de route sur lesquelles un tarif supérieur à zéro centime d'euro est applicable, ainsi que les routes non concédées et les routes concédées).

Ces modifications seront communiquées au prestataire de services par Viapass et doivent être intégrées dans le système du prestataire de services comme précisé au point 4 de l'*annexe 4*.

3.15. Service clientèle

La relation avec le redevable du prélèvement en ce qui concerne la perception du prélèvement kilométrique n'existe qu'entre le prestataire de services et le redevable du prélèvement; suite à cela, seul le prestataire de services endosse la responsabilité quant à l'organisation d'un service clientèle vis-à-vis du redevable du prélèvement. Dans le cas où le redevable du prélèvement s'adresserait directement au percepteur de péages concernant des questions à propos du prélèvement kilométrique, les percepteurs de péages ont le droit (mais pas l'obligation) de rediriger ce redevable du prélèvement vers le prestataire de services.

La relation entre le prestataire de services et les redevables du prélèvement ne porte pas préjudice à la relation légale entre, d'une part, tous les redevables du prélèvement devant payer le prélèvement kilométrique et, d'autre part, les percepteurs de péages, quant à l'utilisation des routes soumises au prélèvement kilométrique.

Le prestataire de services désignera un point de contact adéquat au service, lorsque nécessaire, du percepteur de péages, et fournira un organigramme de son organisation.

3.16. Organe de conciliation

Un organe de conciliation pour le prélèvement kilométrique sera constitué par un accord de coopération entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande et la Région wallonne. Cet organe de conciliation sera, entre autres, compétent pour prendre connaissance des différends entre, d'une part, le prestataire de services et, d'autre part, le percepteur de péages, la Région wallonne et/ou Viapass dans le cadre de leurs relations contractuelles ou leurs négociations concernant les conditions contractuelles.

Saisir l'organe de conciliation ne portera pas préjudice à la compétence de la juridiction ordinaire.

3.17. Tribunal compétent et droit applicable

Le droit belge est d'application à l'exécution et l'interprétation de la présente déclaration du secteur à péage.

Chaque différend qui ne peut être résolu selon la procédure déterminée sous le titre II.3.16 (Organe de conciliation), relève de la compétence des juridictions belges.

4. Les exigences techniques pour la prestation de services

La technologie applicable, les exigences techniques et les Key Performance Indicators sont expliqués à l'*annexe 7*.

5. Le registre des prestataires de services

Voir <http://www.viapass.be/fr/telechargements/>